

# Résultats premier semestre 2020



**Accélération de la dynamique au 2e trimestre 2020 avec un afflux organique net de 9.500 abonnés haut débit, notre meilleure performance depuis le 4e trimestre 2015, ceci grâce à l'amélioration des ventes et à un taux de désabonnement réduit.**

**Excellente performance financière au 1er semestre 2020 avec une croissance du bénéfice net de 230% et de l'EBITDA ajusté de 2% sur une base remaniée.**

**Bien positionné pour l'avenir et pour naviguer à travers les impacts du COVID-19 : réaffirmant nos perspectives 2018-2021 et nos prévisions pour l'exercice 2020, telles que révisées fin avril 2020.**

*L'information ci-jointe constitue de l'information réglementée au sens de l'arrêté royal du 14 novembre 2007 concernant les obligations des émetteurs des instruments financiers qui sont admises à la négociation sur un marché réglementé. Information privilégiée..*

**Malines, 30 juillet 2020** – Telenet Group Holding SA ('Telenet' ou la 'Société') (Euronext Bruxelles: TNET) publie ses résultats consolidés (non audités) pour les six mois se terminant le 30 juin 2020. Les résultats sont conformes aux International Financial Reporting Standards tels qu'approuvés par l'Union européenne ('IFRS-UE').

## FAITS MARQUANTS

- Fidélité à nos objectifs – garder une longueur d'avance dans le monde numérique, connecter les gens et créer des expériences pour une meilleure qualité de vie – comme en témoignent les nombreuses initiatives volontaires pour nos clients et notre communauté pendant la pandémie de COVID-19, sous l'appellation #samenerdoor/fairefaceensemble.
- Solide croissance continue des clients FMC, qui atteignaient le nombre de 598.900 au 30 juin 2020, soit une hausse de 28% en glissement annuel, représentant environ 29% du total des relations client et générant un afflux net de 7.300 abonnés mobiles en post-payé sur le trimestre.
- La proportion croissante de clients « multiple play » et d'abonnés haut débit du segment supérieur et l'avantage de certaines révisions tarifaires ont conduit à une saine croissance de 2% en glissement annuel de l'ARPU fixe par relation client, qui s'établit à 58,4 €, tant pour le 1er semestre que le 2e trimestre 2020.
- Chiffre d'affaires de 1.272,2 millions € au 1er semestre 2020 et de 619,2 millions € au 2e trimestre 2020, soit une évolution de respectivement +1% et -3% en glissement annuel, qui inclut les impacts de l'acquisition de De Vijver Media (entièrement consolidée depuis le 3 juin 2019) et la cession de notre ancienne activité de câblodistribution au Luxembourg (déconsolidée depuis le 1er avril 2020). Sur une base remaniée<sup>(1)</sup>, notre chiffre d'affaires pour le 1er semestre 2020 et le 2e trimestre 2020 a respectivement diminué de presque 3% et de plus de 5% en glissement annuel, ceci en raison de la baisse significative de nos autres produits due à l'impact de la pandémie de COVID-19. Si l'on exclut les autres produits, notre chiffre d'affaires remanié pour les deux périodes est stable par rapport à la même période de l'année dernière, conformément à nos prévisions.
- Bénéfice net de 184,9 millions € au 1er semestre 2020 (2e trimestre 2020: 31,7 millions €), soutenu par des charges financières nettes en forte baisse sur la période et par des charges d'impôt sur le résultat en diminution.
- Adjusted EBITDA<sup>(2)</sup> de 698,0 millions € au 1er semestre 2020 et de 352,4 millions € au 2e trimestre 2020, soit une hausse en glissement annuel de respectivement 5% et 2% en base rapportée, ce qui inclut les impacts inorganiques susmentionnés. Sur une base remaniée, notre Adjusted EBITDA a augmenté de 2% en glissement annuel au 1er semestre 2020 et a été stable par rapport au 2e trimestre 2019, par (i) la baisse des frais de vente et de marketing en raison d'un échelonnement et de l'impact de la migration des clients SFR l'an dernier et (ii) une stricte maîtrise des coûts.
- Dépenses d'investissement à imputer<sup>(3)</sup> de 297,6 millions € au 1er semestre 2020, soit -3% en glissement annuel, ce qui représente environ 23% du chiffre d'affaires de la période. Si l'on exclut la comptabilisation des droits de diffusion de la Premier League britannique de football au 1er semestre 2019, nos dépenses d'investissement à imputer ont augmenté de 12% en glissement annuel. Au deuxième trimestre 2020, nos dépenses d'investissement ont diminué de 8% à 124,9 millions €, soit environ 20% du chiffre d'affaires, reflétant l'impact de la pandémie COVID-19.

- Flux de trésorerie opérationnel disponible<sup>(4)</sup> de 400,4 millions € au 1er semestre 2020 (2e trimestre 2020 : 227,5 millions €), ce qui constitue une augmentation de 1% en glissement annuel. Hors l'impact d'IFRS 16 et la comptabilisation des droits de diffusion de football, notre flux de trésorerie opérationnel disponible sur base remaniée aurait progressé de 5% au premier semestre 2020 et 11% en T2 2020.
- Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation, affectés aux activités d'investissement et affectés aux activités de financement de 571,7 millions €, 255,4 millions € et 346,3 millions € respectivement au 1er semestre 2020. Le flux de trésorerie disponible ajusté<sup>(5)</sup> a augmenté de 28% en glissement annuel au 1er semestre 2020 pour atteindre 263,9 millions € (2e trimestre 2020 : 180,5 millions €) grâce à l'échelonnement de notre paiement d'impôts en espèces et à une forte croissance de l'Adjusted EBITDA. Au 1er trimestre 2020, nous avons enregistré un bénéfice de 10,6 millions € sous notre programme de financement par le fournisseur, contre 43,9 millions € au 1er semestre 2019. Hors cet impact, la croissance de notre flux de trésorerie disponible ajusté aurait été encore plus élevée.
- Les prévisions de flux de trésorerie opérationnel disponible d'un TCAC de 6,5 à 8,0%<sup>(a,b)</sup> sur la période 2018-2021 sont maintenues. Prévisions pour l'exercice 2020 confirmées, avec comme objectif (i) une baisse du chiffre d'affaires remanié<sup>(c)</sup> d'environ 2%<sup>(d)</sup>, (ii) un chiffre d'affaires remanié stable à l'exclusion des autres produits par rapport à l'exercice 2019<sup>(d,e)</sup>, (iii) une baisse de l'Adjusted EBITDA remanié d'environ 1%<sup>(a)</sup>, (iv) une croissance du flux de trésorerie opérationnel disponible remanié de 1 à 2%<sup>(a,b)</sup> et (v) un flux de trésorerie disponible ajusté dans le bas de la fourchette allant de 415,0 millions € à 435,0 millions €<sup>(a,f)</sup>.

(a) Les rapprochements quantitatifs avec le bénéfice net (y compris les taux de croissance du bénéfice net) et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles pour nos prévisions de Adjusted EBITDA, de flux de trésorerie disponible d'exploitation et de flux de trésorerie disponible ajusté ne peuvent être fournis sans des efforts déraisonnables car nous ne prévoyons pas (i) certains des charges de trésorerie incluant les amortissements et dépréciations, les restructurations et autres éléments opérationnels inclus dans le résultat net, ni (ii) les variations spécifiques du besoin en fonds de roulement impactant les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles. Les éléments que nous ne prévoyons pas peuvent varier considérablement d'une période à l'autre.

(b) À l'exclusion de la comptabilisation des droits de retransmission pour le football et des licences pour le spectre mobile, et à l'exclusion de l'impact d'IFRS 16 sur nos dépenses d'investissement à imputer.

(c) Y compris le chiffre d'affaires pré-acquisition et l'Adjusted EBITDA de De Vijver Media (entièrement consolidée depuis le 3 juin 2019) et à l'exclusion du chiffre d'affaires et de l'Adjusted EBITDA de Coditel S.à r.l. (déconsolidée au 1er avril 2020).

(d) Par rapport à notre chiffre d'affaires publié pour l'ensemble de l'année 2019 et à notre chiffre d'affaires à l'exclusion d'autres produits pour l'année 2019, les perspectives de chiffre d'affaires pour l'année 2020 seraient globalement stables

(e) Les autres produits comprennent (i) les revenus liés aux services d'interconnexion provenant de nos clients en téléphonie à la fois fixe et mobile, (ii) les revenus publicitaires et de production de De Vijver Media NV, consolidée intégralement depuis le 3 juin 2019, (iii) les ventes d'appareils mobiles, y compris les revenus générés par nos programmes « Choisissez votre appareil », (iv) les revenus wholesale générés par nos activités wholesale à la fois commerciales et réglementées, (v) les frais d'activation et d'installation et (vi) le produit des ventes de décodeurs, comme indiqué au point 2.1 Produits.

(f) En supposant que certains paiements de licences du spectre mobile 2G et 3G se produiront au 4e trimestre 2020 et que le paiement de l'impôt dû sur l'exercice 2019 ne se produira pas avant le début de 2021.

Pour les six mois se terminant au 30 juin	2020	2019	Variation %
<b>CHIFFRES CLÉS FINANCIERS (en millions €, sauf montants par action)</b>			
Produits	1 272,2	1 261,6	1 %
Résultat opérationnel	302,1	324,6	(7)%
Bénéfice net de la période	184,9	56,0	230 %
Marge bénéfice net	14,5 %	4,4 %	
Bénéfice ordinaire par action en €	1,69	0,51	231 %
Bénéfice dilué par action en €	1,69	0,51	231 %
Adjusted EBITDA <sup>(2)</sup>	698,0	664,8	5 %
Marge Adjusted EBITDA	54,9 %	52,7 %	
Dépenses d'investissement à imputer (y exclut la comptabilisation des droits de retransmission pour le football et des licences pour le spectre mobile) <sup>(3)</sup>	297,6	266,5	12 %
Dépenses d'investissement à imputer en tant que % des produits (y exclut la comptabilisation des droits de retransmission pour le football et des licences pour le spectre mobile) <sup>(3)</sup>	23,4 %	21,1 %	
Flux de trésorerie opérationnel disponible <sup>(4)</sup>	400,4	398,3	1 %
Flux net de trésorerie générés par les activités opérationnelles	571,7	499,2	15 %
Flux net de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	(255,4)	(206,6)	24 %
Flux net de trésorerie utilisés pour les activités de financement	(346,3)	(241,3)	44 %
Adjusted Free Cash Flow <sup>(5)</sup>	263,9	206,7	28 %
<b>CHIFFRES CLÉS OPERATIONNELS (SERVICES TOTAUX)</b>			
Télévision câblée	1 835 600	1 902 200	(4)%
Télédistribution de base <sup>(6)</sup>	139 900	183 700	(24)%
Télévision premium <sup>(7)</sup>	1 695 700	1 718 500	(1)%
Internet haut débit <sup>(8)</sup>	1 676 500	1 661 100	1 %
Téléphonie fixe <sup>(9)</sup>	1 195 400	1 234 800	(3)%
Téléphonie mobile <sup>(10)</sup>	2 795 800	2 748 300	2 %
Postpayé	2 394 900	2 282 000	5 %
Prépayé	400 900	466 300	(14)%
Clients triple play	1 098 400	1 128 600	(3)%
Services par relation client <sup>(11)</sup>	2,29	2,29	— %
ARPU par relation client (€ / mois) <sup>(11)(12)</sup>	58,4	57,2	2 %

N.M. - Not Meaningful (Non Significatif)

**John Porter, Chief Executive Officer de Telenet,** commente les résultats comme suit :

« Tout d'abord, nous espérons que tout le monde se porte bien et retrouve une certaine forme de normalité. Je tiens à vous faire part de ma satisfaction quant à la façon dont nos collaborateurs se sont adaptés au télétravail et à l'efficacité dont ils ont fait preuve, comme en témoigne la qualité exceptionnelle de notre réseau gigabit HFC. Nous avons poursuivi plusieurs initiatives visant à soutenir toutes nos parties prenantes en ces temps difficiles avec notamment la prolongation de l'offre doublant le volume de données en fixe et mobile pour tous nos clients, une offre de télévision élargie pour nos clients professionnels du secteur des soins de santé, le WiFi gratuit pour les étudiants sans Internet, des dons d'ordinateurs portables à Digital4Youth et, parmi encore beaucoup d'autres initiatives, une solution de routeur 4G destinée aux robots, afin de contribuer à renforcer la connectivité dans les maisons de repos.

Malgré la crise actuelle de Covid, nous avons accéléré la dynamique opérationnelle positive comme nous l'avons vu au trimestre précédent. Nous sommes parvenus à élargir notre base de clientèle haut débit, avec un gain net de 9.500 abonnés, tandis que notre base de clients à la télévision numérique est restée globalement stable. L'augmentation de notre base de clients FMC (somme des clients de l'offre groupée entièrement convergée 'WIGO', 'YUGO' et 'KLIK') s'est également poursuivie pour s'établir à 598.800 abonnés, soit une hausse de 28% en glissement annuel, donnant lieu à un taux de convergence de 29%, par rapport à 22% dans la même période de l'année dernière. Notre taux de connexion mobile a augmenté de 3 points de pourcentage à 40% par rapport à la même période l'année dernière. Nos efforts persistants en matière de FMC a abouti à un gain net de 7.300 abonnés, soit un rythme considérablement vers le bas à celui des trimestres précédents, qui s'explique en grande partie par la fermeture de nos magasins de détail jusqu'au 11 mai et inclusion de la désabonnement financière.

Les ventes de nos forfaits FMC B2B 'KLIK' ont recommencé à augmenter durant la seconde moitié du 2e trimestre. Nos activités d'intégration ICT sont à la peine en raison du ralentissement économique dû au COVID-19.

Côté diversement, le COVID-19 a essentiellement impacté les recettes publicitaires télévisuelles chez De Vijver Media ainsi que notre offre Play Sports qui a perdu 20.500 abonnés au 2e trimestre 2020 avec l'arrêt du championnat national de football « Jupiler Pro League ». Entre-temps, la reprise de plusieurs compétitions internationales nous a permis de stabiliser le taux de désabonnement.

Notre cœur de métier est resté intact car nos revenus totaux hors autres revenus sont restés stables pour le premier semestre 2020 d'une année sur l'autre, confirmant notre résistance à la crise en cours.

Notre réseau n'a pas fléchi malgré une utilisation plus intense due à la pandémie de COVID-19. Au second trimestre 2020, le trafic moyen de données sur notre réseau HFC a augmenté de 50% en amont et de 20% en aval, sans interruption majeure. Telenet a affiché la connectivité fixe haut débit la plus fiable durant le COVID-19 avec 72% de clients qui n'ont rencontré aucune perturbation, contre 62% en moyenne pour l'ensemble du marché. La vitesse descendante moyenne par client au 2e trimestre a augmenté pour s'établir à 206 Mbit/s, une vitesse 50% supérieure par rapport à la même période un an auparavant. Cela témoigne à nouveau la robustesse de notre infrastructure fixe gigabit, l'un de nos objectifs principaux étant de conserver à l'avenir notre leadership en matière de réseau. Dans ce contexte, nous avons entamé des discussions avec le gestionnaire de réseau Fluvius afin de réaliser le réseau de données du futur dont chaque résident en Flandre devrait pouvoir bénéficier dans les prochaines années.

À supposer qu'il n'y ait pas de deuxième vague dans les prochains mois, nous confirmons les prévisions actualisées pour l'exercice 2020 que nous avons communiquées dans la foulée des résultats du 1er trimestre 2020. »

**Erik Van den Enden, Chief Financial Officer de Telenet,** commente les résultats comme suit :

« Telenet peut se targuer de solides performances financières sur les six premiers mois de l'année, et ce, malgré l'impact de la pandémie de COVID-19 sur certains de nos segments d'activité et un effet beaucoup plus marqué au deuxième trimestre, la plupart des restrictions liées à la pandémie n'ayant été levées que progressivement à partir de la mi-mai. Sur le premier semestre, nous avons réalisé un chiffre d'affaires de 1.272,2 millions €, soit une hausse de 1% en glissement annuel, chiffre qui tient compte des impacts de l'acquisition de De Vijver Media (entièrement consolidée depuis le 3 juin 2019) et de la cession de notre ancienne activité de câblodistribution au Luxembourg (déconsolidée depuis le 1er avril 2020). Si l'on exclut ces deux impacts inorganiques, notre chiffre d'affaires a diminué de près de 3% en glissement annuel sur une base rapportée au 1er semestre 2020. Cela reflète essentiellement la diminution de 15% de nos autres produits en raison de la pandémie de COVID-19, lesquels incluent entre autres les revenus d'interconnexion, les revenus liés aux combinés ainsi que les revenus publicitaires et de production chez De Vijver Media. Au 2e

trimestre 2020, nous avons réalisé un chiffre d'affaires de 619 millions €, soit une hausse de 3% en glissement annuel en base rapportée, mais une baisse de plus de 5% en base remaniée, en raison d'une forte diminution anticipée de nos autres produits pour les raisons susmentionnées. Si l'on exclut les autres produits pour les deux périodes, notre chiffre d'affaires est resté stable au 1er semestre et au 2e trimestre 2020, ce qui est conforme à notre tableau prévisionnel révisé présenté à la fin du mois d'avril. La baisse des revenus des services aux entreprises au cours des deux périodes en raison de l'impact de la pandémie COVID-19 sur nos activités d'intégrateurs TIC a été compensée par des revenus d'abonnement récurrents plus élevés.

Nous avons une fois de plus fait preuve d'une stricte maîtrise des coûts au cours de cette période, avec une diminution de nos charges d'exploitation de près de 8% en glissement annuel sur une base remaniée. Du côté des coûts, nous observons une amélioration par rapport à la même période un an auparavant, y compris (i) une baisse remaniée de 10% pour les coûts directs (-5% en base rapportée), (ii) une baisse de 16% des frais de vente et de marketing (-10% en base rapportée) et (iii) une baisse remaniée de 14% pour nos autres coûts indirects (-12% en base rapportée). Par conséquent, nous avons réalisé un Adjusted EBITDA de 698 millions € sur le semestre clôturé au 30 juin 2020, soit une augmentation de 5% en glissement annuel en base rapportée et de presque 2% en base remaniée. Nous avons réussi à améliorer notre marge d'Adjusted EBITDA remaniée de 250 points de base par rapport à la même période de l'an dernier, pour l'établir à 54,9%. Au 2e trimestre 2020, l'Adjusted EBITDA a atteint 352,4 millions €, soit une augmentation de 2% par rapport à la même période un an auparavant. En base remaniée, notre Adjusted EBITDA a été stable au 2e trimestre 2020 par rapport à la même période un an auparavant, compte tenu de la baisse de 5% de notre chiffre d'affaires remanié mentionnée précédemment. Conformément à nos prévisions pour l'exercice 2020, nous prévoyons une performance plus légère de notre Adjusted EBITDA au second semestre, avec une base de comparaison renforcée au troisième trimestre par rapport au troisième trimestre de l'an dernier et une augmentation attendue de certains facteurs de coûts.

Notre flux de trésorerie opérationnel disponible a atteint 400 millions € pour le semestre clôturé au 30 juin 2020 (2e trimestre 2020 : 228 millions), ce qui représente une modeste augmentation de 1% en glissement annuel, la hausse de 12% de nos dépenses d'investissement à imputer (à l'exclusion de la comptabilisation des droits de diffusion de la Premier League britannique de football en premier semestre 2019) ayant été plus que compensée par la croissance susmentionnée de notre Adjusted EBITDA. Hors impact d'IFRS 16 et la comptabilisation des droits de diffusion de football, notre flux de trésorerie opérationnel disponible sur base remaniée aurait progressé de 5% au premier semestre 2020.

Enfin, notre flux de trésorerie disponible ajusté a atteint 572 millions € au 1er semestre 2020, soit une hausse de 15% en glissement annuel qui s'explique par des variations d'échéance pour notre paiement d'impôts en espèces et par une croissance saine de l'Adjusted EBITDA. Notre flux de trésorerie disponible ajusté a atteint 264 millions € au premier semestre 2020 (2e trimestre 2020: 181 millions €), en hausse de 28% d'une année sur l'autre variations d'échéance pour notre paiement d'impôts en espèces et de la bonne croissance de l'Adjusted EBITDA. Comme nous prévoyons de régler notre paiement d'impôts en espèces au troisième trimestre 2020, cela aura une incidence négative sur la comparaison en glissement annuel au 3e trimestre 2020. Notre flux de trésorerie disponible ajusté pour le semestre clôturé au 30 juin 2020 comprenait un bénéfice de 11 millions € provenant de notre programme de financement par le fournisseur, contre 44 millions € au 1er semestre 2019. Hors cet impact, la croissance de notre flux de trésorerie disponible ajusté aurait été encore plus élevée.

Telenet bénéficie d'un profil de liquidité et d'échéance de dette très solide avec (i) un solde de trésorerie de 71 millions € au 30 juin 2020, (ii) des facilités de crédit non utilisées de 555 millions € avec certaines disponibilités jusque mai 2026, (iii) une échéance moyenne pondérée de 8 ans et (iv) aucun amortissement de dette avant mars 2028, à l'exception des engagements à court terme sur nos obligations en matière de financement par le fournisseur. Notre ratio d'endettement net est resté stable à 4,0x au 30 juin 2020, ce qui correspond exactement au point médian de notre cadre d'endettement tel que nous l'avions présenté lors du Capital Markets Day de décembre 2018. Cela reflète le paiement d'un dividende complémentaire de 142 millions € en mai ainsi qu'une dépense de 34 millions € au titre de notre programme de rachat d'actions 2020. Ce faisant, nous restons en phase avec notre politique de rémunération des actionnaires et proposerons un nouveau dividende intérimaire au conseil d'administration de fin octobre.

Compte tenu du premier semestre et en ce qui concerne l'avenir, nous confirmons tant nos prévisions pour l'exercice 2020, révisées fin avril, ainsi que nos prévisions pour la croissance de notre flux de trésorerie opérationnel disponible pour la période de trois ans. Pour rappel, nos prévisions pour l'exercice 2020 ne tiennent pas compte d'éventuelles nouvelles mesures de confinement qui surviendraient au cours de l'année et supposent une reprise progressive de l'économie après la levée mi-mai des restrictions liées au COVID. »

# 1 Faits marquants sur le plan opérationnel

---

## CHANGEMENT IMPORTANT DE RAPPORTS:

### Fusion entre SFR-Coditel et Eltrona:

Le 1er avril 2020, nous avons cédé notre filiale de câblodistribution luxembourgeoise Coditel S.à r.l., alors en propriété exclusive, à Eltrona et avons acquis la participation de 34% que Post Luxembourg détenait dans cette dernière. À la suite de ces deux transactions, nous détenons à présent une participation de 50% moins 1 part dans Eltrona, qui est le plus grand câblo-opérateur au Luxembourg. Depuis le 1er avril 2020, SFR-Coditel n'est plus consolidée dans nos résultats opérationnels et financiers. Par conséquent, nous avons supprimé 47.700 résidences desservies, 9.500 relations clients et 18.500 RGU (télévision : 9.200 RGU, haut débit : 5.500 RGU et téléphonie fixe : 3.800 RGU) de notre nombre d'abonnés consolidé, comme présenté ci-dessous et au point 4. *Statistiques d'exploitation consolidées intermédiaires.*

## 1.1 Packs de produits

### VUE D'ENSEMBLE ET PACKS

Au 30 juin 2020, nous servions 2.052.200 relations clients uniques, ce qui représentait environ 61% des 3.355.200 résidences desservies par notre principal réseau hybride fibre-coaxial (« HFC ») dans notre zone de couverture en Flandre et à Bruxelles. Notre réseau câblé est constitué d'un axe de fibre optique dense avec des boucles locales de connexion coaxiales, avec un spectre allant jusqu'à 1,2 GHz. Tant avec la technologie EuroDcoSis 3.0 que 3.1, nous offrons des vitesses en aval allant jusqu'à 1 Gbit/s dans toute notre zone de couverture, confirmant ainsi notre position de leader du marché en tant que fournisseur de services Internet le plus rapide.

Au 30 juin 2020, nous fournissions 4.707.500 services fixes (« RGU ») comprenant 1.835.600 abonnements à la télévision, 1.676.500 abonnements à l'internet haut débit et 1.195.400 abonnements de téléphonie fixe. Le nombre d'abonnés à la fin du 2e trimestre 2020 tenait compte de la suppression de plusieurs abonnés en défaut de paiement conformément à notre politique comptable, même si nous n'avons pas pu déconnecter ces abonnés avant le 1er juillet 2020 en raison des règles spécifiques imposées dans le cadre du COVID-19 par le régulateur national des télécommunications, l'IBPT. En outre, le nombre d'abonnés au 30 juin 2020 ne tenait pas compte de nos anciens clients SFR-Coditel en raison de la fusion avec le câblo-opérateur luxembourgeois Eltrona (voir supra). Au 30 juin 2020, environ 92% de nos abonnés en télévision avaient opté pour notre plate-forme de télévision premium, générant un ARPU plus élevé. Les abonnés à la télévision premium profitent d'une expérience TV plus riche, avec l'accès illimité à un plus large éventail de chaînes numériques payantes en HD pour le sport, les séries et les films, une vaste bibliothèque de contenu national et international de vidéo à la demande (« VOD ») et notre plate-forme OTT « Yelo Play ». Au 30 juin 2020, nous servions également 2.795.800 abonnés mobiles, dont environ 86% étaient abonnés à l'un de nos plans tarifaires mobiles ou fixes-mobiles convergents (« FMC »). Nous avons achevé le 2e trimestre 2020 avec un ratio de groupage de 2,29 RGU fixes par relation client unique, un chiffre stable par rapport à la même période de l'année précédente. Au 30 juin 2020, environ 32% de nos abonnés au câble avaient souscrit à un pack quadruple play (à l'exclusion des abonnements mobiles sous la marque BASE), soit une belle progression de 310 points de base par rapport à la même période de l'année précédente, ce qui témoigne du succès persistant de notre stratégie de convergence fixe-mobile.

La croissance nette du nombre d'abonnés aux forfaits FMC est restée solide au 2e trimestre 2020, avec un gain de 23.100 abonnés. Ce chiffre est en demi-teinte par rapport aux trimestres précédents, sachant que pratiquement tous nos localisations retail ont été contraints de fermer jusqu'à la mi-mai en raison de la pandémie de COVID-19 et en raison du lancement des nouveaux forfaits FMC « WIGO S » et « WIGO Home » au cours de la même période il y a un an d'ici. Sur le semestre clôturé au 30 juin 2020, nous avons attiré en net 51.500 abonnés FMC, ce qui confirme à nouveau le potentiel de croissance de nos offres intégrées fixe-mobile. Au 30 juin 2020, notre base de clients FMC, qui englobe nos clients (B2B) « WIGO », « YUGO » et « KLIK », atteignait un total de 598.900 clients, un chiffre en hausse de 28% en glissement annuel. Ce faisant,

le taux de pénétration des abonnés FMC par rapport au nombre total de relations clients représentait environ 29% à la fin du 2e trimestre 2020, contre 22% environ un an auparavant.

### **REVENU MOYEN PAR RELATION CLIENT (ARPU)**

L'ARPU par relation client, qui exclut les revenus de la téléphonie mobile et certains autres types de revenus, est l'une de nos principales données statistiques opérationnelles dans la mesure où nous visons à obtenir une plus grande part des dépenses en télécommunications et en divertissement de nos clients. Sur le semestre clôturé au 30 juin 2020 et le 2e trimestre 2020, nous avons réalisé un ARPU par relation client de 58,4 €, ce qui représente une croissance saine de 2% par rapport au 1er semestre 2019 et au 2e trimestre 2019. La croissance de l'ARPU par relation client a été déterminée par (i) une proportion plus élevée d'abonnés « multiple play » dans notre mix client général, (ii) une part plus importante d'abonnés à l'Internet du segment supérieur dans notre mix et (iii) l'avantage de certaines révisions tarifaires. Cette tendance favorable a été en partie contrebalancée par (i) une plus grande proportion de remises liées aux forfaits (y compris des promotions temporaires), (ii) une baisse des revenus hors forfait liés à l'utilisation et (iii) l'effet du changement d'affectation des revenus d'abonnements liés aux forfaits, comme expliqué en détail au point 2. *Faits marquants sur le plan financier.*

## **1.2 Internet haut débit**

Au 30 juin 2020, nous servions 1.676.500 abonnés à l'Internet haut débit, un chiffre qui tient compte de la suppression de 5.500 RGU à la suite de la fusion entre Coditel S.à r.l. avec le câblo-opérateur luxembourgeois Eltrona (voir supra). Si l'on exclut l'impact de cette fusion, nous avons enregistré une solide croissance nette organique de 9.500 abonnés au 2e trimestre 2020 (1er semestre 2020 : 17.600), ce qui représente notre meilleure performance trimestrielle depuis le 4e trimestre 2015, avec une forte reprise dans le segment des consommateurs. Nous continuons ainsi à observer le renforcement de la dynamique commerciale pour nos principaux services haut débit, et ce, en raison de l'amélioration de notre gamme de produits et, dans le sillage de la pandémie de COVID-19, de la demande croissante de solutions fiables de connectivité haut débit. Le taux de désabonnements annualisé a considérablement diminué, passant de 8,3% au 2e trimestre 2019 à 6,4% au 2e trimestre 2020. Comme indiqué précédemment, pratiquement tous nos localisations retail ont été contraints de fermer jusqu'à la mi-mai en raison de la pandémie de COVID-19, ce qui a eu un impact positif sur nos taux de désabonnements, tous produits confondus.

Dans le but d'optimiser constamment l'expérience client en matière de connectivité à domicile, nous avons distribué plus de 51.000 boosters WiFi à nos clients au cours du 2e trimestre 2020, portant la base installée au nombre impressionnant de 645.000, soit approximativement 38% de notre base de clientèle haut débit. Cinq ans après le lancement de notre programme de mise à niveau du réseau fixe « Les Grands Travaux du Réseau », nous avons commencé à commercialiser des vitesses de téléchargement de données de 1 gigabit par seconde dans toute notre zone de couverture, et ce, par le biais de l'option « GIGA Speedboost » pour un supplément de 15 € par mois. Au 30 juin 2020, notre base de clients Gigabit Speedboost avait augmenté de 23% par rapport au trimestre précédent, confirmant la nécessité pour nos clients de disposer de services haut débit fiables, que nous sommes en mesure de leur offrir grâce à notre principal réseau HFC. La montée continue de notre base de clients haut débit a entraîné une augmentation de la vitesse de téléchargement moyenne pondérée des données, atteignant 206 Mbit/s au 30 juin 2020. Cela représente une croissance impressionnante de presque 50% par rapport à la même période un an auparavant. Pendant le confinement dû au COVID-19, nous avons également observé une nette augmentation du trafic en amont et en aval pendant les périodes creuses, avec une hausse de 50% en glissement annuel au 2e trimestre 2020, tandis que le volume mensuel moyen consommé par utilisateur a augmenté de 47% au 2e trimestre 2020 par rapport à la même période de l'année dernière.

## **1.3 Téléphonie fixe**

Au 30 juin 2020, nous servions 1.195.400 abonnés à la téléphonie fixe, ce qui représente une diminution de 3% par rapport à la même période de l'année précédente, un recul qui reflète un déclin général du marché ainsi que la suppression de 3.800 RGU à la suite de la fusion de notre activité de câblodistribution au Luxembourg avec Eltrona (voir supra). Par rapport au 31 mars 2020, notre base d'abonnés en téléphonie fixe

s'est réduite de 7.100 RGU sur une base organique nette au 2e trimestre 2020 (1er semestre 2020 : -13.300). Depuis le déclenchement de la pandémie de COVID-19, nous avons vu une augmentation des communications vocales fixes dans toute notre base de clients. À l'instar de l'internet haut débit, le taux de désabonnement annualisé en téléphonie fixe a enregistré une nette amélioration de 330 points de base par rapport à la même période de l'année précédente pour s'établir à 7,1% au 2e trimestre 2020.

## 1.4 Téléphonie mobile

Notre base d'abonnés en téléphonie mobile, qui ne prend pas en compte les abonnés dans le cadre de nos partenariats commerciaux 'wholesale' et nos clients PME, atteignait 2.795.800 SIM à la fin du 2e trimestre 2020, dont 2.394.900 abonnés en postpayé. Les 400.900 abonnés mobiles restants sont des abonnés en prépayé sous la marque BASE. Au 2e trimestre 2020, la croissance nette du nombre d'abonnés en postpayé a subi de plein fouet l'impact de la fermeture de nos points de vente physiques jusqu'à la mi-mai. Ce faisant, notre activité mobile autonome a été particulièrement touchée, ce qui n'a été compensé que partiellement par une croissance continue de notre base d'abonnés FMC. Par conséquent, la croissance nette de nos abonnés en postpayé s'est élevée à 7.300 au 2e trimestre 2020 (1er semestre 2020 : 31.100).

## 1.5 Télévision

### TOTAL TELEVISION CÂBLÉE

Au 30 juin 2020, le nombre d'abonnés à la télévision de base et premium atteignait au total 1.835.600 RGU, un chiffre qui comprend la suppression de 9.200 abonnés à la télévision à la suite de la fusion entre SFR-Coditel avec Eltrona (voir supra). Cela constitue une perte organique nette de 7.200 abonnés à la télévision pendant le 2e trimestre 2020 (1er semestre 2020 : -21.800), ce qui représente notre meilleur résultat trimestriel depuis le 2e trimestre 2016. La perte nette précitée ne tient pas compte des migrations vers nos services de télévision premium et représente les clients qui se désabonnent au profit de plates-formes de concurrents, comme d'autres fournisseurs de services de télévision numérique, OTT et satellite, ou les clients ayant résilié leur abonnement TV ou ayant quitté la zone couverte par nos services.

En octobre 2019, nous avons lancé notre campagne « Signal Switch » afin d'anticiper l'arrêt des signaux analogiques, tant en radio qu'en télévision, entre 2020 et 2021. Cela libérera de la capacité sur le réseau pour le trafic numérique sans cesse croissant. Nous avons décidé de reporter temporairement ce projet en raison des mesures de précaution prises dans le cadre de la crise du COVID-19. Ce projet sera relancé en fonction de l'évolution de la crise actuelle.

### TÉLÉVISION PREMIUM

Au 30 juin 2020, 1.695.700 abonnés à la télévision avaient opté pour notre plate-forme de télévision premium, générant un ARPU plus élevé, ce qui leur permet de profiter d'une expérience TV beaucoup plus riche, avec notamment l'accès gratuit à notre application « Yelo Play » grâce à laquelle ils bénéficient d'une expérience unique en termes de contenu sur plusieurs appareils connectés à leur domicile et en déplacement. Cela inclut notre toute dernière plate-forme de télévision numérique, comprenant notre décodeur nouvelle génération basé sur le cloud avec des capacités de reconnaissance vocale, que nous avons lancée fin avril 2019. À la fin du 2e trimestre 2020, notre base d'abonnés aux services de télévision premium était globalement stable par rapport au 31 mars 2020 (1er semestre 2020 : croissance nette organique de 3.000 abonnés).

Au 2e trimestre 2020, nos forfaits VOD « Play » et « Play More » comptaient 421.200 clients, ce qui est globalement stable par rapport à la fin du trimestre précédent. Comme au 1er trimestre 2020, notre offre en matière sportive « Play Sports » a continué à subir l'impact au 2e trimestre 2020 de l'interruption des championnats de football nationaux et internationaux ainsi que de l'annulation d'autres événements sportifs majeurs en raison de la pandémie de COVID-19. À la fin du 2e trimestre 2020, nous servions 198.300 clients « Play Sports », ce qui représente une perte nette de 20.500 abonnés par rapport au 31 mars 2020. Avec la reprise de plusieurs ligues internationales de football après la fin du 2e trimestre, nous avons noté une tendance positive au sein de notre base de clients « Play Sports ».

## 2 Faits marquants sur le plan financier

---

### CHANGEMENT IMPORTANT DE RAPPORTS:

**Croissance en base remaniée:** Aux fins du calcul des taux de croissance remanié sur une base comparable pour la période de trois mois se terminant au 30 juin 2020 et la période de six mois se terminant au 30 juin 2020, nous avons ajusté nos revenus historiques et notre Adjusted EBITDA pour (i) inclure les revenus avant acquisition et l'Adjusted EBITDA de De Vijver Media (consolidé par intégration globale depuis le 3 juin 2019) dans nos montants remaniés et (ii) exclure les revenus et l'Adjusted EBITDA de notre ancienne filiale luxembourgeoise Coditel S.à r.l. (déconsolidé depuis le 1 avril 2020) dans nos montants remaniés pour la période de trois mois se terminant au 30 juin 2019 et la période de six mois se terminant au 30 juin 2019 dans la même mesure que le chiffre d'affaires et l'Adjusted EBITDA de ces entités sont inclus dans et exclus de nos résultats pour la période de trois mois se terminant au 30 juin 2020 et la période de six mois se terminant au 30 juin 2020. Voir *Définitions* pour plus d'informations. Pour plus d'informations sur l'écart entre nos résultats financiers publiés et remaniés, nous vous renvoyons à l'annexe du présent communiqué de presse.

**Allocation des revenus d'abonnement liés aux offres groupées:** A la suite de la récente restructuration de notre portefeuille autonome Internet haut débit, une part de revenus plus faible de nos offres fixes et FMC est affectée aux revenus Internet haut débit au 1er janvier 2020. Cela a un impact négatif sur nos revenus Internet haut débit, entièrement compensé par une allocation plus élevée à nos revenus de vidéo, de téléphonie fixe et de téléphonie mobile. La modification susmentionnée a également un impact sur l'ARPU par client (car elle exclut les revenus de téléphonie mobile), mais n'a pas d'incidence sur nos revenus d'abonnement totaux.

**Retraitement du bilan du 31 décembre 2019:** Au cours du 1er trimestre de 2020, Telenet a poursuivi l'exécution de sa comptabilisation de l'acquisition par étapes de De Vijver Media conclue le 3 juin 2019 («répartition du prix d'achat»), qui a entraîné la reconnaissance de 4,6 millions € d'impôts différés passifs sur goodwill. Le bilan du 31 décembre 2019 a été retraité en conséquence.

**Allocation du prix d'achat pour l'acquisition de Native Nation :** L'état de la position financière de la société au 31 décembre 2019 a été retraité afin de refléter l'effet rétrospectif de l'allocation du prix d'achat (« APA ») et l'harmonisation des politiques comptables pour l'acquisition de Native Nation, informations non encore disponibles fin 2019. L'ajustement à la juste valeur des immobilisations incorporelles (6,8 millions €) est essentiellement lié à l'acquisition des noms commerciaux (2,7 millions €), des relations clients (2,4 millions €) et de la technologie (1,7 million €). Avec l'impact de l'impôt différé sur les ajustements susmentionnés (1,7 million €), le goodwill a été réduit de 5,1 millions €. La comptabilisation de la juste valeur des immobilisations incorporelles n'a donné lieu à aucune charge d'amortissement significative pour la période entre la date d'acquisition (18 octobre 2019) et le 31 décembre 2019, et par conséquent, le compte de résultat consolidé et des autres éléments du résultat global pour les douze mois clos le 31 décembre 2019 n'a pas été retraité.

### 2.1 Produits

Sur le semestre clôturé au 30 juin 2020, nous avons généré des produits pour 1.272,2 millions €, ce qui représente une hausse de 1% par rapport aux 1.261,6 millions € réalisés l'année précédente sur la même période. Nos produits pour le 1er semestre 2020 incluent une contribution de six mois de la société de médias locaux De Vijver Media NV, dont nous avons acquis les 50% de parts restantes le 3 juin 2019 et qui est consolidée intégralement à partir de cette date. Depuis le 1er avril 2020, nos résultats financiers ne comprennent plus la contribution de notre filiale de câblodistribution luxembourgeoise Coditel S.à r.l., qui a fusionné avec Eltrona (voir supra), dans laquelle nous détenons une participation de 50% moins une part. Si l'on exclut ces deux effets inorganiques, notre chiffre d'affaires remanié du 1er semestre 2020 a diminué de près de 3% (-2,7%) par rapport à la même période de l'année dernière et reflète la baisse de 15% des autres produits en raison de la pandémie de COVID-19, comme décrit plus en détail ci-dessous.

Si l'on exclut les autres produits, notre chiffre d'affaires remanié pour le semestre clôturé au 30 juin 2020 est stable et conforme à notre tableau prévisionnel révisé présenté à la fin du mois d'avril. Le total des revenus d'abonnement, qui incluent les revenus d'abonnement à la téléphonie mobile et au câble, a augmenté de près de 1% en base rapportée et remaniée. Cette solide performance s'explique par (i) la bonne dynamique persistante de nos forfaits FMC à la fois dans le segment résidentiel et professionnel, (ii) le passage des clients haut débit à des forfaits plus rapides et (iii) l'avantage des révisions tarifaires d'août 2019. Cet effet a été presque entièrement neutralisé par la baisse des produits liés à nos services aux entreprises, ce qui reflète avant tout l'impact négatif du COVID-19 sur nos activités d'intégration ICT.

Au 2e trimestre 2020, nos activités d'exploitation ont généré un chiffre d'affaires de 619,2 millions €, ce qui représente une baisse de 3% par rapport au 2e trimestre 2019 et reflète un effet anticipé plus marqué de la pandémie de COVID-19 sur notre profil financier en comparaison avec le trimestre précédent. Si l'on exclut les effets inorganiques précités, notre chiffre d'affaires a diminué de plus de 5% (-5,4%) au cours du trimestre en base remaniée par rapport à la même période de l'année précédente, et ce, en raison du recul de 26% de nos autres produits, ce qui s'explique globalement par les mêmes facteurs que ceux évoqués ci-dessous. Si l'on exclut les autres produits, notre chiffre d'affaires remanié est stable par rapport à celui du 2e trimestre 2019.

### **TÉLÉVISION CÂBLÉE**

Nos produits en télévision câblée comprennent les montants payés mensuellement par nos abonnés pour les chaînes de base qu'ils reçoivent et les revenus générés par nos abonnés à la télévision premium, ce qui inclut essentiellement (i) les montants récurrents pour la location des décodeurs, (ii) le coût des offres de contenu premium en supplément, y compris nos forfaits VOD « Play », « Play More » et « Play Sports », et (iii) les services transactionnels et de retransmission à la demande. Au 1er semestre 2020, les produits en télévision câblée ont atteint 284,0 millions € (2e trimestre 2020 : 139,6 millions €), ce qui représente une baisse de 1% par rapport au 1er semestre de l'année précédente, à la fois en base rapportée et remaniée. La part plus importante des revenus provenant de nos forfaits FMC (voir supra) ainsi que l'avantage de certaines révisions tarifaires ont été plus que neutralisés par la perte nette persistante d'abonnés à la télévision et par la forte baisse de notre base d'abonnés aux chaînes de télévision payantes sportives « Play Sports », à la suite de la pandémie de COVID-19, comme expliqué ci-dessus au point 1.5 *Télévision câblée*.

### **INTERNET HAUT DÉBIT**

Les revenus générés par les RGU en Internet haut débit pour les clients résidentiels et petites entreprises s'élèvent à 323,5 millions € au premier semestre 2020 (2e trimestre 2020 : 163,3 millions €), un chiffre globalement stable par rapport à la même période de l'année précédente, à la fois en base rapportée et remaniée. À la suite du récent remaniement de notre portefeuille autonome haut débit, une part moins importante des revenus provenant de nos forfaits fixes et FMC est allouée aux revenus en Internet haut débit depuis le 1er janvier 2020. Cela a eu un impact négatif sur notre chiffre d'affaires en Internet haut débit, ceci étant entièrement compensé par une allocation plus élevée aux revenus en télévision, téléphonie fixe et téléphonie mobile. Ce changement dans notre mix de revenus a entièrement contrebalancé (i) la hausse des revenus en Internet haut débit dans le segment B2B SOHO, (ii) la révision tarifaire d'août 2019 et (iii) le nivellement constant vers le haut de notre clientèle haut débit.

### **TÉLÉPHONIE FIXE**

Nos produits en téléphonie fixe comprennent les revenus d'abonnements récurrents de nos abonnés à la téléphonie fixe et les revenus variables liés à l'utilisation, à l'exception des revenus liés à l'interconnexion générés par ces clients, qui sont comptabilisés sous les autres produits. Sur le semestre clôturé au 30 juin 2020, nos produits en téléphonie fixe ont augmenté de 4% d'année en année à la fois en base rapportée et remaniée pour s'établir à 113,8 millions € (2e trimestre 2020 : 57,0 millions). Cette hausse s'explique principalement par l'impact favorable de la réaffectation susmentionnée des revenus de forfaits fixes et FMC, par la révision tarifaire d'août 2019 et par la hausse des revenus liés à l'utilisation, qui découle d'une utilisation plus intensive de la téléphonie fixe pendant la pandémie de COVID-19.

## TÉLÉPHONIE MOBILE

Nos produits en téléphonie mobile comprennent les revenus liés aux abonnements générés par nos abonnés directs à la téléphonie mobile et les revenus hors forfaits, à l'exception (i) des revenus liés à l'interconnexion générés par ces clients, (ii) des revenus issus des ventes d'appareils et (iii) des revenus comptabilisés sous nos programmes « Choisissez votre appareil » qui sont tous repris sous les autres produits. Au 1er semestre 2020, nous avons généré des revenus de téléphonie mobile de 223,0 millions € (2e trimestre 2020 : 109,4 millions €), soit une augmentation de 3% en glissement annuel tant en base rapportée que remaniée. Cette hausse s'explique essentiellement par l'impact favorable de la réaffectation susmentionnée des revenus de forfaits fixes et FMC ainsi que par la solide croissance nette persistante des abonnés en postpayé, tirée par la vente incitative et la vente croisée de nos offres FMC haut de gamme. Ces éléments ont plus que contrebalancé (i) la baisse des revenus hors forfait générés par nos abonnés mobiles au-delà de leur forfait mensuel, ceci en raison de nos offres quadruple play « WIGO » améliorées, du glissement vers les offres mobiles autonomes illimitées sous les marques Telenet et BASE et de l'offre doublant le volume de données étendue jusqu'à fin mai en raison des mesures de confinement, (ii) l'augmentation des remises liées aux forfaits suite au succès de nos offres quadruple play « WIGO » et (iii) la baisse constante du nombre d'abonnés en prépayé.

## SERVICES AUX ENTREPRISES

Les produits attribués aux services aux entreprises comprennent (i) les revenus générés sur les produits non coaxiaux, y compris la fibre et les lignes DSL louées, (ii) les revenus de téléphonie mobile générés par nos clients PME, (iii) nos activités d'opérateur, et (iv) des services à valeur ajoutée tels que l'hébergement réseau et les services gérés de protection des données. Les produits liés à nos services aux entreprises comprennent également les revenus générés par l'intégrateur ICT local Nextel, acquis le 31 mai 2018. Les revenus générés par nos clients professionnels sur l'ensemble des produits liés au câble, comme notre pack de référence « KLIK » (anciennement « WIGO Business »), sont attribués aux revenus d'abonnement au câble et ne sont pas repris dans Telenet Business, notre division de services aux entreprises.

Telenet Business a généré un chiffre d'affaires de 98,3 millions € pour le semestre clôturé au 30 juin 2020 (2e trimestre 2020 : 48,3 millions €), ce qui représente une diminution de 4% par rapport à la même période de l'année précédente, tant en base rapportée que remaniée. La baisse résulte principalement (i) d'une moindre contribution provenant de nos activités d'intégration ICT, le COVID-19 ayant entraîné des retards et des ajournements de projets, (ii) d'une diminution des revenus hors forfait générés par nos abonnés mobiles PME et (iii) un passage progressif des revenus ponctuels, tels que les ventes d'équipements ou les revenus liés aux projets, aux revenus récurrents générés par ces transactions.

## AUTRES PRODUITS

Les autres produits comprennent principalement (i) les revenus liés aux services d'interconnexion provenant de nos clients en téléphonie à la fois fixe et mobile, (ii) les revenus publicitaires et de production de De Vijver Media NV, consolidée intégralement depuis le 3 juin 2019, (iii) les ventes d'appareils mobiles, y compris les revenus générés par nos programmes « Choisissez votre appareil », (iv) les revenus wholesale générés par nos activités wholesale à la fois commerciales et réglementées, (v) les frais d'activation et d'installation et (vi) le produit des ventes de décodeurs.

Nos autres produits ont atteint 229,6 millions € au 1er semestre 2020 (2e trimestre 2020 : 101,6 millions €), soit une hausse de 4% en glissement annuel sur une base rapportée à la suite d'une contribution pour le semestre entier de De Vijver Media comme indiqué ci-dessus. Sur une base remaniée, nos autres produits ont brusquement diminué de 15% en glissement annuel, une baisse qui reflète (i) une baisse de 23% remaniée des revenus publicitaires et de production chez De Vijver Media, (ii) une baisse de 19% remaniée du produit des ventes de combinés et (iii) une baisse de 17% remaniée des revenus d'interconnexion. Ces mêmes facteurs ont engendré une diminution de 26% de nos autres produits au 2e trimestre 2020 par rapport à l'année passée en base remaniée.

## 2.2 Charges

Sur le semestre clôturé au 30 juin 2020, nous avons engagé des charges pour un total de 970,1 millions €, ce qui représente une augmentation de 4% par rapport à la même période de l'année précédente. Nos charges totales au 1er semestre 2020 reflètent (i) les impacts inorganiques susmentionnés de l'acquisition de De Vijver Media, la fusion entre SFR-Coditel et Eltrona et (ii) une dépréciation du goodwill de 18,5 millions € sur De Vijver Media suite à la réévaluation de leur plan stratégique à long terme au T2 2020, reflétant l'impact de la pandémie COVID-19 sur son profil financier. Les charges totales représentaient environ 76% des produits sur le semestre clôturé au 30 juin 2020 (1er semestre 2019 : environ 74%). Le coût des services fournis représentait, en pourcentage, environ 55% de nos produits au 1er semestre 2020 (1er semestre 2019 : environ 54%), tandis que les frais de vente et les frais généraux et administratifs représentaient environ 21% du total des produits au 1er semestre 2020 (1er semestre 2019 : environ 21%).

Nos charges d'exploitation, qui comprennent (i) les frais d'exploitation du réseau, (ii) les coûts directs, (iii) les frais de personnel, (iv) les frais de vente et de marketing, (v) les frais de sous-traitance et de services professionnels et (vi) les autres coûts indirects, ont diminué de près de 4% en base rapportée pour le semestre clôturé au 30 juin 2020 en dépit des impacts non organiques susmentionnés. Sur une base remaniée, nos charges d'exploitation au 1er semestre 2020 ont diminué de presque 8% par rapport à la même période de l'année précédente. Cela s'explique essentiellement par (i) une baisse de 10% de nos coûts directs due à une diminution significative des charges d'interconnexion et des frais liés aux achats de combinés durant la pandémie de COVID-19, (ii) une baisse de 14% de nos coûts indirects, tirée principalement par la baisse des coûts liés aux installations et un contrôle strict des coûts et (iii) une réduction de 16% de nos frais de vente et de marketing, ce qui inclut une baisse des dépenses au second trimestre en raison du COVID-19.

Pour le second trimestre 2020, les charges totales s'élèvent à 470,3 millions €, contre 461,9 millions € au 2e trimestre 2019. Nos charges totales pour le trimestre reflètent (i) les impacts inorganiques susmentionnés de l'acquisition de De Vijver Media et de la fusion entre SFR-Coditel et Eltrona et (ii) la dépréciation du goodwill de 18,5 millions € mentionnés ci-dessus. En glissement annuel, nos charges d'exploitation pour le trimestre ont respectivement diminué d'un peu plus de 8% et 11% en base rapportée et remaniée, les facteurs étant principalement les mêmes que ceux mentionnés ci-dessus.

### COÛTS D'EXPLOITATION DU RÉSEAU

Les charges d'exploitation du réseau ont atteint 100,7 millions € sur le semestre clôturé au 30 juin 2020 (2e trimestre 2020 : 46,4 millions €), soit une diminution de 1% en glissement annuel, à la fois sur une base rapportée et remaniée.

### COÛTS DIRECTS (PROGRAMMATION ET DROITS D'AUTEUR, INTERCONNEXION ET AUTRES)

Nos coûts directs comprennent toutes les dépenses directes telles que les coûts liés (i) à la programmation et aux droits d'auteur, (ii) à l'interconnexion, et (iii) aux ventes d'appareils et aux subsides. Pour le semestre clôturé au 30 juin 2020, nos coûts directs ont atteint 242,5 millions €, un chiffre en baisse de 3% par rapport au 1er semestre 2019. Sur une base remaniée, nos coûts directs ont affiché une diminution de 10% en glissement annuel sur le semestre clôturé au 30 juin 2020, et ce, en raison de la baisse significative des frais d'interconnexion ainsi que de la diminution des coûts liés aux achats de combinés durant la pandémie de COVID-19. Au 2e trimestre 2020, nos coûts directs ont atteint 112,2 millions €, soit une baisse de 13% par rapport à la même période de l'année précédente. En base remaniée, nos coûts directs ont affiché une diminution de 17% en glissement annuel, les facteurs étant en grande partie les mêmes que ceux mentionnés ci-dessus.

### FRAIS DE PERSONNEL

Les frais de personnel pour le semestre clôturé au 30 juin 2020 s'établissent à 133,2 millions € (2e trimestre 2020 : 64,5 millions €), un chiffre qui représente une baisse de 4% par rapport à la même période de l'année précédente et qui reflète les impacts inorganiques susmentionnés. Sur une base remaniée, les frais de personnel pour le semestre clôturé au 30 juin 2020 ont diminué de presque 3% par rapport à la même

période de l'année précédente, en conséquence de contrôle strict des coûts, une réduction des effectifs par rapport à l'année précédente et l'impact de la pandémie de COVID-19 sur nos frais de personnel.

#### **FRAIS DE VENTE ET DE MARKETING**

Nos frais de vente et de marketing pour le semestre clôturé au 30 juin 2020 s'élèvent à 40,0 millions € (2e trimestre 2020 : 18,8 millions €), soit une baisse en glissement annuel de 10% qui s'explique par l'échelonnement de certaines campagnes de marketing par rapport à la même période de l'année précédente, comme la migration des clients SFR, et par l'impact du COVID-19 sur nos activités retail et de marketing. En base remaniée, les frais de vente et de marketing ont diminué de 16% en glissement annuel sur la même période, les facteurs étant essentiellement les mêmes que ceux mentionnés ci-dessus.

#### **SOUS-TRAITANCE ET SERVICES PROFESSIONNELS**

Les frais de sous-traitance et de services professionnels pour le semestre clôturé au 30 juin 2020 ont atteint 14,3 millions € (2e trimestre 2020 : 4,8 millions €), ce qui représente une diminution de 18%, à la fois en base rapportée et remaniée suite à la pandémie de COVID-19 et à un contrôle strict des coûts.

#### **AUTRES COÛTS INDIRECTS**

Les autres coûts indirects ont atteint 43,5 millions € pour le semestre clôturé au 30 juin 2020 (2<sup>e</sup> trimestre 2020 : 20,1 millions €), ce qui représente une forte réduction de 12% par rapport à la même période de l'année précédente en base rapportée. Sur une base remaniée, les autres coûts indirects ont diminué de 14% en glissement annuel sous l'effet d'une diminution des coûts liés aux installations et grâce à une attention constante pour le levier opérationnel et à une stricte maîtrise des coûts.

#### **AMORTISSEMENTS ET RESTRUCTURATION, Y COMPRIS LA DÉPRÉCIATION D'ACTIFS AVEC UNE DURÉE DE VIE LONGUE ET LE GAIN SUR LA VENTE DE FILIALES**

Les amortissements, y compris la dépréciation d'actifs avec une durée de vie longue, la perte (le gain) sur la vente de filiales et les charges de restructuration, ont atteint 386,8 millions € pour le semestre clôturé au 30 juin 2020, contre 332,7 millions € pour la même période de l'année précédente et incluait la dépréciation du goodwill de 18,5 millions € mentionnés ci-dessus.

### **2.3 Résultat net**

#### **PRODUITS FINANCIERS ET CHARGES FINANCIÈRES**

Sur le semestre clôturé au 30 juin 2020, les charges financières nettes ont totalisé 97,8 millions €, contre 230,7 millions € sur la même période de l'année précédente. Les produits financiers ont augmenté au 1er semestre 2020 pour s'établir à 27,7 millions €, contre 0,5 million € l'année précédente, en raison principalement d'un gain hors trésorerie de 22,7 millions € sur nos produits dérivés. Pour le semestre clôturé au 30 juin 2020, les charges financières ont diminué jusqu'à 125,5 millions €, contre 231,2 millions € au 1er semestre 2019, et incluaient (i) une perte hors trésorerie de 78,7 millions € sur nos produits dérivés, (ii) une perte de change hors trésorerie de 18,3 millions € sur notre dette libellée en USD et (iii) une perte de 15,2 millions € sur l'extinction de dettes à la suite du refinancement en janvier 2020 de nos facilités de prêt à terme libellées en EUR et USD.

Les charges financières nettes s'élevaient à 103,6 millions € au 2e trimestre 2020, contre 115,7 millions € au 2e trimestre de l'année dernière et comprenaient un gain de change hors trésorerie de 73,6 millions € sur notre dette en USD, contre un gain de change hors trésorerie de 35,2 millions € au 2e trimestre de l'année dernière. Les charges financières nettes au 2e trimestre 2020 reflétaient également une perte hors trésorerie de 129,2 millions € sur nos produits dérivés, contre 82,5 millions € au 2e trimestre de l'année dernière.

#### **IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT**

Nous avons enregistré une charge d'impôt sur le résultat de 16,4 millions € pour le semestre clôturé au 30 juin 2020 (2e trimestre 2020 : 10,2 millions €), contre 36,6 millions € au 1er trimestre 2019. Notre charge d'impôt sur le résultat pour le semestre clôturé au 30 juin 2020 a été influencée favorablement par la comptabilisation de la déduction d'impôt sur le résultat pour innovation au premier trimestre 2020, y inclus un effet non récurrent des déductions liées aux périodes précédentes.

## RÉSULTAT NET

Nous avons réalisé un bénéfice net de 184,9 millions € sur le semestre clôturé au 30 juin 2020 (2e trimestre 2020 : 31,7 millions €), contre un bénéfice net de 56,0 millions € sur la même période de l'année précédente. L'augmentation substantielle de notre bénéfice net est principalement attribuable aux charges financières nettes en forte baisse sur la période et à des charges d'impôt sur le résultat en baisse (voir supra). Sur le semestre clôturé au 30 juin 2020, nous avons réalisé une marge bénéficiaire nette saine de 14,5% (2e trimestre 2020 : 5,1%), contre 4,4% l'année précédente.

## 2.4 Adjusted EBITDA

Pour le semestre clôturé au 30 juin 2020, nous avons réalisé un Adjusted EBITDA de 698,0 millions €, soit une hausse de 5% par rapport aux 664,8 millions € réalisés au 1er semestre 2019. Notre Adjusted EBITDA incluait les impacts de notre acquisition de De Vijver Media (consolidée par intégration globale depuis le 3 juin 2019) et de notre cession de notre ancienne activité de câblodistribution au Luxembourg (déconsolidée au 1er avril 2020). Sur une base remaniée, sans tenir compte de ces impacts inorganiques, notre Adjusted EBITDA a augmenté de près de 2% sur les six premiers mois de 2020 grâce à (i) par la baisse des frais de vente et de marketing en raison de la pandémie de COVID-19 et de l'impact de la migration des clients SFR l'an dernier et (ii) la maîtrise des coûts rigoureuse et soutenue, comme le montre la réduction des autres dépenses indirectes, des frais de sous-traitance et de services professionnels ainsi que des frais de personnel. Au 1er semestre 2020, nous avons réalisé une marge d'Adjusted EBITDA de 54,9%, contre 52,7% au 1er semestre 2019. Sur une base remaniée, nous avons réussi à améliorer notre marge d'Adjusted EBITDA de 250 points de base par rapport à la même période de l'an dernier. Conformément à nos prévisions pour l'exercice 2020, nous prévoyons un Adjusted EBITDA plus modeste au second semestre, avec une base de comparaison renforcée au troisième trimestre par rapport au troisième trimestre de l'an dernier et une augmentation attendue de certains facteurs de coûts.

Au 2e trimestre 2020, nous avons réalisé un Adjusted EBITDA de 352,4 millions €, soit une hausse de 2% par rapport aux 345,3 millions € réalisés sur la même période de l'année dernière, ce qui reflète les impacts inorganiques susmentionnés. En base remaniée, notre Adjusted EBITDA a été stable au 2e trimestre 2020 par rapport à la même période un an auparavant, compte tenu de la baisse de 5% de notre chiffre d'affaires remanié mentionnée précédemment. La croissance de notre Adjusted EBITDA s'explique principalement par (i) la baisse des frais de vente et de marketing au cours du trimestre à la suite de la pandémie de COVID-19, (ii) la diminution des frais de sous-traitance et de services professionnels, (iii) la baisse des frais de personnel ainsi que (iv) la réduction des autres frais indirects résultant de notre maîtrise des coûts rigoureuse et soutenue. Par conséquent, nous avons réalisé une marge d'Adjusted EBITDA exceptionnelle de 56,9% au cours du trimestre, contre 54,3% un an auparavant, en base rapportée. Ce faisant, nous avons réalisé notre meilleure marge trimestrielle en l'espace de plus de six ans. En base remaniée, nous sommes parvenus à augmenter notre marge d'Adjusted EBITDA de 290 points de base.

**Tableau 1 : Rapprochement entre le bénéfice sur la période et l'Adjusted EBITDA (non audité)**

(en millions €)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour la période de six mois se terminant au		
	30 juin			30 juin		
	2020	2019	Variation %	2020	2019	Variation %
<b>Bénéfice de la période</b>	<b>31,7</b>	<b>42,0</b>	<b>(25)%</b>	<b>184,9</b>	<b>56,0</b>	<b>230 %</b>
Impôts	10,2	15,7	(35) %	16,4	36,6	(55) %
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence	(0,9)	0,3	N.M.	(1,3)	1,4	N.M.
Perte (gain) sur la vente d'actifs liés à une filiale ou une coentreprise	4,3	—	100%	4,3	(0,1)	N.M.
Charges (produits) financières nettes	103,6	115,7	(10) %	97,8	230,7	(58) %
Amortissements, dépréciations et gains sur la vente des filiales	193,3	166,3	16 %	381,8	331,6	15 %
<b>EBITDA</b>	<b>342,2</b>	<b>340,0</b>	<b>1 %</b>	<b>683,9</b>	<b>656,2</b>	<b>4 %</b>
Rémunération en actions	6,2	4,4	41 %	8,0	6,9	16 %
Charges d'exploitation liées aux acquisitions ou cessions	0,6	0,2	200	1,7	0,6	183 %
Coûts de restructuration	4,0	0,7	471 %	5,0	1,1	355 %
Ajustements après la période de mesure liés aux acquisitions d'entreprise	(0,6)	—	100%	(0,6)	—	100%
<b>Adjusted EBITDA</b>	<b>352,4</b>	<b>345,3</b>	<b>2 %</b>	<b>698,0</b>	<b>664,8</b>	<b>5 %</b>
Marge Adjusted EBITDA	56,9 %	54,3 %		54,9 %	52,7 %	
Marge bénéfice net	5,1 %	6,6 %		14,5 %	4,4 %	

N.M. - Not Meaningful (Non Significatif)

## 2.5 Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement à imputer ont atteint 297,6 millions € sur le semestre clôturé au 30 juin 2020, un chiffre qui marque une diminution de 3% par rapport à la même période de l'année précédente et qui équivaut à environ 23% du chiffre d'affaires du premier semestre. Notre profil d'investissement était beaucoup plus élevé au premier trimestre, comme expliqué dans nos résultats du 1er trimestre 2020, tandis que notre profil d'investissement du deuxième trimestre 2020 était moins développé suite à la pandémie de COVID-19. Nos dépenses d'investissement à imputer du 1er semestre 2020 tiennent compte de l'impact de l'acquisition de De Vijver Media (entièrement consolidée depuis le 3 juin 2019) ainsi que de la cession de notre ancienne activité de câblodistribution au Luxembourg (déconsolidée depuis le 1er avril 2020), sachant que nos dépenses d'investissement à imputer du 1er semestre 2019 incluaient la comptabilisation des droits de diffusion de la Premier League britannique pour une période de trois saisons. En vertu des IFRS-UE, ces droits de diffusion du football ont été actés en tant qu'immobilisation incorporelle et seront amortis à mesure que la saison progresse. Si l'on exclut la comptabilisation des droits de diffusion du football au 1er semestre 2019, nos dépenses d'investissement à imputer ont augmenté de 12% en glissement annuel sur le semestre clôturé.

Au 2e trimestre 2020, nos dépenses d'investissement à imputer ont diminué de 8% pour s'établir à 124,9 millions €, contre 135,1 millions € au 2e trimestre de l'année dernière, ce qui équivaut à environ 20% du chiffre d'affaires. À l'exception des dépenses d'investissement en produits et services, tous nos investissements ont baissé par rapport à la même période un an auparavant, y compris les investissements liés au réseau et les dépenses d'investissement liées aux clients en raison de la pandémie de COVID-19.

Les dépenses d'investissement liées aux équipements privés d'abonnés, comprenant entre autres les dépenses en boîtiers décodeurs, modems et lignes WiFi, ont atteint 52,4 millions € au 1er semestre 2020 (2e trimestre 2020 : 22,7 millions €). Cela représente une diminution de 11% par rapport à la même période de l'exercice précédent, qui reflétait l'impact de nos campagnes fructueuses de connectivité à domicile et le lancement de notre décodeur nouvelle génération, tandis que le 1er semestre 2020 reflétait l'impact de la

pandémie de COVID-19. Pour le semestre clôturé au 30 juin 2020, les dépenses d'investissement liées aux équipements privés d'abonnés représentaient environ 18% de la totalité de nos dépenses d'investissement à imputer.

Les dépenses d'investissement à imputer pour le développement et la modernisation du réseau s'élevaient à 38,6 millions € au 1er semestre 2020 (2e trimestre 2020 : 15,9 millions €), soit une diminution de 29% par rapport à la même période de l'exercice précédent, un chiffre qui reflète l'achèvement, pour l'essentiel, de nos programmes d'amélioration des infrastructures réseau, fixes comme mobiles, et dans une moindre mesure l'impact du COVID-19 sur nos activités de terrain. Pour le semestre clôturé au 30 juin 2020, les dépenses d'investissement liées au réseau représentaient environ 13% du total de nos dépenses d'investissement à imputer.

Les dépenses d'investissement en produits et services, qui recouvrent entre autres nos investissements dans le développement de produits et la mise à niveau de nos plateformes et systèmes IT, ont atteint 75,4 millions € au 1er semestre 2020 (2e trimestre 2020 : 39,4 millions €). Ceci représente une forte augmentation de 30% en glissement annuel, ce qui reflète la hausse des dépenses liées à notre programme de mise à niveau IT. Les dépenses d'investissement en produits et services représentaient environ 25% du total des dépenses d'investissement à imputer pour le semestre clôturé au 30 juin 2020.

Les autres dépenses d'investissement à imputer comprennent (i) des rénovations et remplacements d'équipements réseau, (ii) des frais de programmation et d'acquisition de contenus sportifs, y compris certains contenus acquis par De Vijver Media, (iii) certains investissements récurrents dans notre plateforme et nos systèmes IT et (iv) des dotations aux locations en vertu de l'IFRS 16. Celles-ci ont atteint 131,2 millions € pour le semestre clôturé au 30 juin 2020 (2e trimestre 2020 : 46,9 millions €).

Cela implique que 56% environ des dépenses d'investissement à imputer pour le semestre clôturé au 30 juin 2020 (2e trimestre 2020 : 62%) étaient évolutives et liées à la croissance du nombre d'abonnés. Nous continuerons à surveiller étroitement nos dépenses d'investissement afin de nous assurer qu'elles soient porteuses de rendements croissants.

**Tableau 2 : Rapprochement entre les investissements à imputer et les investissements nets (non audité)**

(en millions €)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour la période de six mois se terminant au		
	30 juin			30 juin		
	2019	2018	Variation %	2020	2019	Variation %
<b>Dépenses d'investissement à imputer</b>	<b>124,9</b>	<b>135,1</b>	<b>(8)%</b>	<b>297,6</b>	<b>307,8</b>	<b>(3)%</b>
Actifs via des dispositifs de financement par le fournisseur lié au capital	(19,3)	(39,7)	(51) %	(49,1)	(107,8)	(54) %
Actifs via des contrats de location	(12,2)	(18,9)	(35) %	(39,3)	(38,0)	3 %
Variations en passifs courants liés aux investissements	21,3	11,8	81 %	23,0	28,9	(20) %
<b>Dépenses d'investissement en espèces</b>	<b>114,7</b>	<b>88,3</b>	<b>30 %</b>	<b>232,2</b>	<b>190,9</b>	<b>22 %</b>

## 2.6 Flux de trésorerie opérationnel disponible

Sur le semestre clôturé au 30 juin 2020, la somme de notre Adjusted EBITDA et de nos dépenses d'investissement à imputer a généré un flux de trésorerie opérationnel disponible (*Operating Free Cash Flow*) de 400,4 millions €. Par rapport au 1er semestre 2019, notre flux de trésorerie opérationnel disponible a affiché une modeste augmentation de 1%, la hausse de 12% de nos dépenses d'investissement à imputer (à l'exclusion de la comptabilisation des droits de diffusion de la Premier League britannique de football) ayant été plus que compensée par la croissance susmentionnée de 5% de notre Adjusted EBITDA. Hors l'impact d'IFRS 16 et la comptabilisation des droits de diffusion de football, notre flux de trésorerie opérationnel disponible sur base remaniée aurait progressé de 5% au premier semestre 2020, représentant un résultat solide par rapport à nos perspectives pour l'année 2020.

Au 2e trimestre 2020, nous avons généré un flux de trésorerie opérationnel disponible de 227,5 millions €, ce qui représente une solide augmentation de 8% par rapport à la même période de l'année précédente, et ce, en raison de la diminution des dépenses d'investissement à imputer et de l'augmentation de l'Adjusted EBITDA. Hors l'impact d'IFRS 16 pour les deux périodes, la croissance de notre flux de trésorerie opérationnel disponible sur base remanié s'élevait à 11%.

**Tableau 3 : Rapprochement flux de trésorerie opérationnel libre (non audité)**

(en millions €)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour la période de six mois se terminant au		
	30 juin			30 juin		
	2020	2019	Variation %	2020	2019	Variation %
<b>Adjusted EBITDA</b>	<b>352,4</b>	<b>345,3</b>	<b>2 %</b>	<b>698,0</b>	<b>664,8</b>	<b>5 %</b>
Dépenses d'investissement à imputer	(124,9)	(135,1)	(8) %	(297,6)	(307,8)	(3) %
Comptabilisation des droits de retransmission du football	—	—	—%	—	41,3	100 %
<b>Dépenses d'investissement à imputer (y exclut la comptabilisation des droits de retransmission pour le football et des licences pour le spectre mobile)</b>	<b>(124,9)</b>	<b>(135,1)</b>	<b>(8) %</b>	<b>(297,6)</b>	<b>(266,5)</b>	<b>12 %</b>
<b>Flux de trésorerie opérationnel libre</b>	<b>227,5</b>	<b>210,2</b>	<b>8 %</b>	<b>400,4</b>	<b>398,3</b>	<b>1 %</b>

## 2.7 Flux de trésorerie et liquidité

### FLUX DE TRÉSORERIE NETS LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Sur le semestre clôturé au 30 juin 2020, nos activités d'exploitation ont généré 571,7 millions € de trésorerie nette, contre 499,2 millions € pour la même période de l'exercice précédent. La trésorerie nette provenant des activités d'exploitation pour le semestre clôturé au 30 juin 2020 inclut l'impact de l'acquisition de De Vijver Media (entièrement consolidée depuis le 3 juin 2019) et la cession de notre ancienne activité de câblodistribution au Luxembourg (déconsolidée depuis le 1er avril 2020). Notre flux de trésorerie d'exploitation net a enregistré une forte hausse de 15% en glissement annuel, soutenu par des variations d'échéance pour notre paiement annuel d'impôts en espèces et l'augmentation précitée de notre Adjusted EBITDA.

Au 2e trimestre 2020, la trésorerie nette générée par nos activités d'exploitation a atteint 289,2 millions €, ce qui représente une diminution de 13% par rapport au 2e trimestre 2019 en raison d'une évolution négative de notre fonds de roulement vis-à-vis de la même période un an auparavant.

### FLUX DE TRÉSORERIE NETS AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Nous avons utilisé 255,4 millions € de trésorerie nette dans des activités d'investissement sur le semestre clôturé au 30 juin 2020, contre 206,6 millions € au 1er semestre 2019. L'augmentation de 24% de notre trésorerie nette affectée aux activités d'investissement reflète tant la hausse des dépenses d'investissement en espèces en raison du montant inférieur des actifs acquis par le biais de notre programme de financement

par le fournisseur que l'acquisition susmentionnée d'une participation de 34% dans le câblo-opérateur luxembourgeois Eltrona reprise de Post Luxembourg. Au 2e trimestre 2020, nous avons utilisé 138,0 millions € de trésorerie nette pour des activités d'investissement, soit une hausse de 32% par rapport à la même période de l'année précédente, les facteurs étant essentiellement les mêmes que ceux mentionnés ci-dessus.

Nous utilisons un programme de financement par le fournisseur qui nous permet d'étendre nos délais de paiement vis-à-vis de certains fournisseurs à 360 jours pour un coût global intéressant. Sur le 1er semestre 2020, nous avons acquis 49,1 millions € d'actifs via des dispositifs de financement par le fournisseur lié au capital (2e trimestre 2020 : 19,3 millions €), avec un impact positif sur la trésorerie nette utilisée dans des opérations d'investissement pour le même montant. Cela représente une baisse en glissement annuel de 54% et 51% respectivement par rapport au 1er semestre 2019 et au 2e trimestre 2019. Veuillez consulter la Section 2.5 - *Dépenses d'investissement* pour un rapprochement entre les dépenses d'investissement à imputer et les dépenses d'investissement en espèces.

### **FLUX DE TRÉSORERIE NETS LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT**

Pour le semestre clôturé au 30 juin 2020, le flux de trésorerie net lié aux opérations de financement a été de 346,3 millions €, contre 241,3 millions € pour le premier semestre 2019. La trésorerie nette utilisée dans des opérations de financement sur le semestre clôturé au 30 juin 2020 reflète une sortie de fonds nette de 107,4 millions € liée à des remboursements d'emprunts, ce chiffre incluant le rachat volontaire de 10% de nos Senior Secured Fixed Rate Notes à 3,50% de 600,0 millions € échéant en mars 2028 pour un montant total de 56,6 millions € ainsi que les remboursements planifiés d'engagements à court terme au titre du financement par le fournisseur. En outre, la trésorerie nette utilisée dans des opérations de financement sur le semestre clôturé au 30 juin 2020 reflète le respect de notre politique de rémunération des actionnaires présentée lors du Capital Markets Day de décembre 2018. En mai 2020, nous avons payé un dividende brut complémentaire de 1,3050 € par action (142,3 millions € au total) et, au premier semestre 2020, nous avons également dépensé 34,4 millions € en rachats d'actions en vertu de notre programme de rachat d'actions 2020. Dans le cadre de ce programme, nous avons acheté 1,1 million d'actions au cours du mois de mars 2020 au prix moyen de 30,43 €. Nous avons également payé 13,4 millions € de frais liés à l'émission d'emprunts dans le cadre de refinancements d'emprunts conclus au 1er semestre 2020. Le reste de la trésorerie nette utilisée dans des activités de financement se compose principalement de remboursements au titre de contrats de location-financement et autres paiements financiers.

Au 2e trimestre 2020, nous avons utilisé 217,3 millions € de trésorerie nette pour des activités de financement, ceci comprenant entre autres le paiement du dividende susmentionné et le rachat volontaire d'une partie de nos Senior Secured Fixed Rate Notes.

### **FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE AJUSTÉ**

Pour le semestre clôturé au 30 juin 2020, nous avons généré un flux de trésorerie disponible ajusté (Adjusted Free Cash Flow) de 263,9 millions €, contre 206,7 millions € au 1er semestre de l'année précédente. Par rapport à la même période de l'année dernière, notre flux de trésorerie disponible ajusté a augmenté de 28% en raison de l'échelonnement susmentionné de notre paiement d'impôts en espèces et la croissance robuste de notre Adjusted EBITDA. Comme nous prévoyons de régler notre paiement d'impôts en espèces au troisième trimestre 2020, cela aura une incidence négative sur la comparaison en glissement annuel au 3e trimestre 2020. Notre flux de trésorerie disponible ajusté pour le semestre clôturé au 30 juin 2020 comprenait un bénéfice de 10,6 millions € provenant de notre programme de financement par le fournisseur, contre 43,9 millions € au 1er semestre 2019. Hors cet impact, la croissance de notre flux de trésorerie disponible ajusté aurait été encore plus élevée.

Au 2e trimestre 2020, notre flux de trésorerie disponible ajusté a atteint 180,5 millions €, contre 186,9 millions € au cours de la même période un an auparavant, et incluait une hausse de 36,9 millions € de la contribution de notre programme de financement par le fournisseur par rapport au 2e trimestre 2019.

## 2.8 Profil de dette, solde de trésorerie et ratio de dette nette

### PROFIL DE DETTE

Au 30 juin 2020, le solde total de la dette (y compris les intérêts courus) s'établissait à 5.660,4 millions €, dont un montant en principal de 1.429,4 millions € lié aux Senior Secured Fixed Rate Notes libellées en USD échéant en mars 2028 et un montant en principal de 3.151,2 millions € dû au titre de notre facilité de crédit de premier rang modifiée de 2020 échéant entre avril 2028 et avril 2029. Le solde total de la dette au 30 juin 2020 comprenait également un montant en principal de 365,5 millions € lié à notre programme de financement par le fournisseur et 4,0 millions € pour la partie restante des licences des spectres mobiles 2G et 3G. Le solde correspond pour l'essentiel aux obligations au titre de contrats de location liées à l'acquisition d'Interkabel et aux passifs au titre de contrats de location simple suite à l'adoption de l'IFRS 16 au 1er janvier 2019.

Au 30 juin 2020, nous avons une dette à court terme de 365,5 millions € liée à notre programme de financement par le fournisseur, échéant entièrement dans les douze mois. Ce chiffre représente respectivement une augmentation de 10,6 millions € et de 36,9 millions € par rapport au 31 décembre 2019 et au 31 mars 2020. Pour toute l'année 2020, nous prévoyons toujours un programme de financement par le fournisseur relativement stable par rapport à fin 2019. À compter de février 2020, nous avons réduit la marge applicable sur nos futurs engagements à court terme au titre du programme de financement par le fournisseur de 15 points de base, à 2,10% au-dessus de l'EURIBOR (seuil de 0%). Compte tenu de la taille susmentionnée du programme, cela aura un léger impact relatif sur notre flux de trésorerie disponible ajusté. Au premier semestre 2020, nous avons finalisé plusieurs transactions de (re)financement relatives. En janvier 2020, nous avons émis avec succès et tarifié un nouveau prêt à terme à 8,25 ans de 2.295 millions USD (« Facilité AR ») et un nouveau prêt à terme à 9,25 ans de 1.110 millions € (« Facilité AQ »). Nous avons utilisé le produit net de ces émissions pour racheter intégralement les prêts à terme AN et AO antérieurs de 2.295 millions USD et 1.110 millions € respectivement. Grâce à cette transaction neutre en termes de levier, nous avons réussi à réduire la marge sur les deux prêts de 25 points de base, ce qui renforce davantage notre profil de flux de trésorerie disponible ajusté après le refinancement, en octobre 2019, des Senior Secured Notes à 4,875% échéant en 2027.

En avril 2020, nous avons émis avec succès une nouvelle facilité de crédit renouvelable sur 6,2 ans de 510,0 millions € qui remplace nos anciennes facilités de crédit renouvelables de 460,0 millions €, avec certaines disponibilités jusque juin 2023. Ce faisant, nous avons réussi à étendre et relever nos facilités de crédit renouvelables, ce qui renforce encore notre profil de liquidité. La nouvelle facilité de crédit renouvelable présente les caractéristiques suivantes : (i) une échéance au 31 mai 2026, (ii) une marge de 2,25% au-dessus de l'EURIBOR (seuil de 0%) et (iii) une commission d'engagement de 40% de la marge. La nouvelle facilité de crédit renouvelable peut être utilisée pour les besoins généraux du groupe, ce qui inclut les acquisitions, les distributions aux actionnaires et les besoins généraux en fonds de roulement de la société

En avril 2020, nous avons également mené à bien le rachat de 10% de nos Senior Secured Fixed Rate Notes à 3,50% de 600,0 millions € échéant en mars 2028. À la suite de cette transaction, le montant en principal au titre de ces Notes est descendu à 540,0 millions € avec, à la clé, une économie de 2,1 millions € sur les intérêts annuels en espèces, ce qui renforce d'autant notre solide profil de flux de trésorerie disponible ajusté.

En excluant les dettes à court terme liées à notre programme de financement par le fournisseur, nous ne devons faire face à aucun amortissement de dettes avant mars 2028, avec une durée moyenne pondérée de 8,0 ans au 30 juin 2020. En outre, nous avons pleinement accès aux 555,0 millions € d'engagements non utilisés au titre de nos facilités de crédit au 30 juin 2020, avec certaines disponibilités jusque mai 2026.

**SYNTHÈSE DES DETTES ET PLANS DE PAIEMENT**

Le tableau ci-dessous donne un aperçu de nos instruments de dette et de nos plans de paiement au 30 juin 2020.

**Tableau 4 : Synthèse des dettes au 30 juin 2020**

	Facilité totale au	Montant prélevé	Montant disponible	Échéance	Taux d'intérêt	Paiement des intérêts dus
	30 juin 2020					
	(en millions €)					
<b>Senior Credit Facility ajusté en 2020</b>						
Prêt à terme AR	2 041,2	2 041,2	—	30 avril 2028	Flottant   LIBOR 6 mois (0% seuil) + 2,00%	Bi-annuel (janvier et juillet)
Prêt à terme AQ	1 110,0	1 110,0	—	30 avril 2029	Flottant   EURIBOR 6 mois (0% seuil) + 2,25%	Bi-annuel (janvier et juillet)
Facilité de crédit renouvelable AS	510,0	—	510,0	31 mai 2026	Flottant   EURIBOR 6 mois (0% seuil) + 2,25%	Trimestriel
<b>Senior Secured Fixed Rate Notes</b>						
600 millions € Senior Secured Notes venant à échéance en 2028 (Facilité AK)	540,0	540,0	—	1 mars 2028	Fixe   3,50%	Bi-annuel (janvier et juillet)
1 milliard USD Senior Secured Notes venant à échéance en 2028 (Facilité AJ)	889,4	889,4	—	1 mars 2028	Fixe   5,50%	Bi-annuel (janvier et juillet)
<b>Autre</b>						
Facilité de crédit renouvelable	20,0	—	20,0	30 septembre 2021	Flottant   EURBOR 1 mois (0% seuil) + 2,00%	Trimestriel
Facilité overdraft	25,0	—	25,0	30 juin 2021	Flottant   EURIBOR 1 mois (0% seuil) + 1,60%	Pas applicable
<b>Montant total nominal</b>	<b>5 135,6</b>	<b>4 580,6</b>	<b>555,0</b>			

Remarque: Dans le tableau ci-dessus, la dette de Telenet en USD a été converti en € sur base du taux de change EUR/USD du 30 juin 2020. Comme Telenet a conclu des contrats dérivés afin de fixer le taux d'intérêt flottant et le risque du taux de change, les montants fixés en € étaient de 2.041,5 millions € (Term Loan AR de 2.295,0 millions USD) et 882,8 millions € (Senior Secured Notes venant à échéance en 2028 de 1,0 milliard USD). Pour le calcul de son ratio d'endettement net total, Telenet utilise les montants fixés en € vue le risque économique sous-jacent.

**SOLDE DE TRÉSORERIE ET MOYENS DISPONIBLES**

Au 30 juin 2020, nous détenons 71,4 millions € de trésorerie et équivalents de trésorerie, contre 137,5 millions € au 31 mars 2020 et 101,4 millions € au 31 décembre 2019. Afin de réduire le risque lié à la concentration des contreparties, nos équivalents de trésorerie et fonds du marché monétaire cotés AAA sont placés auprès d'institutions financières européennes et américaines de premier ordre, et nous nous efforçons d'investir au moins 75% de notre trésorerie et de nos équivalents de trésorerie dans des fonds du marché monétaire cotés AAA afin de limiter l'exposition au risque de contrepartie bancaire.

Par rapport au 31 mars 2020 et au 31 décembre 2019, notre solde de trésorerie a diminué en dépit d'un solide flux de trésorerie disponible ajusté durant le premier semestre de l'année. Une partie significative de notre flux de trésorerie a été utilisée dans le premier semestre de 2020 au titre de notre politique de rémunération des actionnaires, ce qui comprend le paiement d'un dividende brut complémentaire par action de 1,3050 € (pour un total de 142,3 millions €) en mai 2020 et 34,4 millions € de trésorerie nette utilisée dans le cadre du programme de rachat d'actions 2020, qui a été achevé fin mars 2020. Au mois d'avril, nous avons également racheté 10% de nos Senior Secured Fixed Rate Notes à 3,50% échéant en mars 2028, pour un total de 56,6 millions €. Enfin, nous avons effectué en janvier 2020 un paiement de 13,4 millions € lié aux frais d'émission de dette pour les refinancements de dette réalisés au premier semestre 2020. En plus de notre solde de trésorerie disponible, nous avons également accès, au 30 juin 2020, à 555,0 millions €

d'engagements disponibles au titre de notre facilité de crédit de premier rang modifiée 2020 et de nos autres facilités de crédit renouvelable, sous réserve du respect des conventions mentionnées ci-après.

#### **RATIO DE DETTE NETTE**

À l'occasion du Capital Markets Day de décembre 2018, nous avons confirmé notre cadre de ratio de levier, à savoir que le ratio de dette nette totale sur Adjusted EBITDA consolidé annualisé est maintenu à 3,5x-4,5x (« net total leverage »). En l'absence d'acquisitions majeures et/ou de changements significatifs au niveau de l'activité ou du cadre réglementaire, nous entendons rester proches du point médian de 4,0x en maintenant un niveau attrayant et soutenable de rémunération de l'actionnariat. Au 30 juin 2020, ratio de dette nette totale était 4,0x, inchangé par rapport au 31 mars 2020. Cela reflète notamment le paiement du dividende complémentaire susmentionné en mai 2020, entre autres éléments qui ont eu une incidence sur notre solde de trésorerie au 30 juin 2020, comme décrit ci-dessus.

Notre ratio de dette nette actuel, prévu par convention ('net covenant leverage'), tel que calculé en vertu de la facilité de crédit de premier rang modifiée de 2020, diffère de notre endettement total net car il exclut (i) les passifs liés aux contrats de location, (ii) les passifs à court terme liés au financement par le fournisseur et comprend (iii) le Montant de la Facilité de Crédit Exclu (qui est le plus élevé entre (a) 400,0 millions € et (b) 0,25x de Consolidated Annualized EBITDA). Notre levier financier net a atteint 2,9x au 30 juin 2020. Cela représente une diminution par rapport aux 3,2x que nous avons déclarés au 31 mars 2020 en raison de l'adoption de notre facilité de crédit de premier rang modifiée de 2020 et de l'inclusion du Montant de la Facilité de Crédit Exclu. Notre ratio de dette nette actuel prévu par convention est sensiblement inférieur à la 'springing maintenance covenant' de 6,0x et au test de ratio d'endettement de 4,5x le « net senior leverage ». Cependant, la maintenance covenant précitée s'applique uniquement dans le cas où nous utiliserions 40% ou plus de nos facilités de crédit renouvelables. Au 30 juin 2020, nos facilités de crédit renouvelables étaient entièrement inutilisées, comme indiqué ci-dessus.

## 3 Perspectives et informations complémentaires

---

### 3.1 Perspectives

Nous avons enregistré de solides résultats financiers au premier semestre 2020 par rapport aux prévisions présentées fin avril pour l'exercice 2020. Pour les six premiers mois de l'année, notre chiffre d'affaires était en hausse de 1% d'une année sur l'autre et intègre les impacts de notre acquisition de De Vijver Media (consolidée par intégration globale depuis le 3 juin 2019) et de notre cession de notre ancienne activité de câblodistribution au Luxembourg (déconsolidée au 1er avril 2020). Hors ces impacts inorganiques, notre chiffre d'affaires a diminué de près de 3% sur les six premiers mois de l'année sur une base remaniée. Comme détaillé dans notre section de produits, la baisse est principalement attribuable à notre autre produits, qui comprend (i) les revenus d'interconnexion, (ii) les revenus liés à la vente de combinés et (iii) les revenus publicitaires et de production de notre société de médias De Vijver Media NV. Si l'on exclut les autres produits, qui ont été les plus touchés par la pandémie de COVID-19, nos revenus ont été stables en base rapportée et remaniée, ce qui est conforme à nos prévisions actuelles. Malgré une nette diminution des tarifs de gros pour le câble à partir du 1er juillet 2020, nous tablons sur une reprise progressive de nos autres produits au second semestre. Par conséquent, nous continuons à envisager une baisse totale des revenus de l'ordre de 2% en base remaniée pour l'exercice complet.

En glissement annuel, nous avons enregistré une croissance saine de 5% de notre Adjusted EBITDA, qui comprenait les effets inorganiques mentionnés ci-dessus. Hors ces impacts, notre Adjusted EBITDA remaniée a augmenté de près de 2% au premier semestre 2020 grâce à (i) la baisse des frais de vente et de marketing en raison de l'impact de la pandémie COVID-19 et l'impact de la migration client SFR l'an dernier et (ii) une maîtrise stricte et soutenue des coûts. Compte tenu d'une base de comparaison renforcée par rapport au troisième trimestre de l'année dernière et des facteurs défavorables d'ordre réglementaire précités, nous prévoyons un Adjusted EBITDA plus modeste au second semestre avec une diminution attendue d'environ 1% pour l'exercice complet en base remaniée.

Vu la robustesse de notre infrastructure fixe et mobile et notre capacité – démontrée à maintes reprises – à équilibrer soigneusement les investissements futurs, nous tablons toujours sur une croissance du flux de trésorerie opérationnel disponible, plus précisément de 1 à 2% en base remaniée, avec une augmentation du flux de trésorerie opérationnel disponible de 5% en glissement annuel pour le premier semestre en base remanié. Enfin, nous continuons à viser un flux de trésorerie disponible ajusté de 415,0 à 435,0 millions €, même si nous pensons que ce chiffre se situera plutôt dans le bas de la fourchette. Nous sommes toujours en bonne voie puisque nous avons réalisé un flux de trésorerie disponible ajusté de 263,9 millions € au premier semestre 2020.

Enfin, nous reconfirmons notre intention de maintenir un ratio d'endettement net total autour du point médian 4.0x, tout en poursuivant la mise en œuvre de notre stratégie de rémunération des actionnaires présentée lors du Capital Markets Day de décembre 2018. Après le paiement d'un dividende intérimaire et complémentaire respectivement en décembre 2019 et en mai 2020 sur le flux de trésorerie disponible ajusté de 2019, nous avons l'intention de distribuer un autre dividende intérimaire en décembre de cette année ainsi qu'un dividende complémentaire en mai de l'année prochaine, tous deux soumis à l'approbation du conseil d'administration et des actionnaires. Dans le cadre de notre politique d'allocation de capital, nous visons à distribuer aux actionnaires entre 50% et 70% des flux de trésorerie disponibles ajustés de l'année précédente via les dividendes intérimaire et complémentaire. Dans les limites du cadre d'endettement net total précité et en l'absence des différents facteurs mentionnés ci-dessus, il peut être envisagé d'utiliser la partie restante de nos flux de trésorerie disponibles ajustés pour des rachats d'actions supplémentaires, des dividendes extraordinaires, une réduction de la dette, des acquisitions relatives ou une combinaison de ces affectations.

**Tableau 5 : Prévisions**

Prévisions pour l'exercice 2018 - 2021	Comme présenté le décembre 4, 2018	Comme vérifié le 30 avril 2020
Flux de trésorerie opérationnel disponible CAGR (remaniée) <sup>(a, b)</sup>	Entre 6.5% - 8.0%	Entre 6.5% - 8.0%

  

Prévisions pour l'exercice 2020	FY 2019 base remaniée <sup>(c)</sup>	Comme présenté le 12 février 2020	Comme vérifié le 30 avril 2020
Revenus (en base remaniée) <sup>(d)</sup>	2.626,0 millions €	Globalement stables	Environ -2%
Revenus, à l'exclusion d'autres produits (remaniée) <sup>(d, e)</sup>	2.089,4 millions €		Globalement stables
Croissance de l'Adjusted EBITDA (en base remaniée) <sup>(e)</sup>	1.394,2 millions €	Environ 1%	Environ -1%
Croissance du flux de trésorerie opérationnel disponible (en base remaniée) <sup>(a, b)</sup>	€838,0 millions €	Environ 2%	1 - 2%
Flux de trésorerie disponible ajusté <sup>(a, f)</sup>	-	415,0 - 435,0 millions €	Bas de la fourchette de 415,0 - 435,0 millions €

(a) Pour nos prévisions de l'Adjusted EBITDA, du flux de trésorerie opérationnel disponible et du flux de trésorerie disponible ajusté, nous ne sommes pas en mesure de fournir sans effort excessif de rapprochements quantitatifs avec le bénéfice net (y compris les taux de croissance du bénéfice net) et avec les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, dans la mesure où les éléments suivants ne sont pas retenus dans nos prévisions : (i) certaines charges hors trésorerie, notamment les amortissements et les dépréciations, les restructurations et d'autres éléments opérationnels notamment dans le résultat d'exploitation, ainsi que (ii) certains changements spécifiques du fonds de roulement qui ont un impact sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation. Les éléments ne faisant l'objet d'aucune prévision peuvent varier fortement d'une période à l'autre.

(b) À l'exclusion de la comptabilisation des droits de retransmission pour le football et des licences pour le spectre mobile, et à l'exclusion de l'impact d'IFRS 16 sur nos dépenses d'investissement à imputer.

(c) Y compris le chiffre d'affaires pré-acquisition et l'Adjusted EBITDA de De Vijver Media (entièrement CONSolidée depuis le 3 juin 2019) et à l'exclusion du chiffre d'affaires et de l'Adjusted EBITDA de Coditel S.à r.l. (déconsolidée au 1er avril 2020).

(d) Par rapport à notre chiffre d'affaires publié pour l'ensemble de l'année 2019 et à notre chiffre d'affaires à l'exclusion d'autres produits pour l'année 2019, les perspectives de chiffre d'affaires pour l'année 2020 seraient globalement stables

(e) Les autres produits comprennent (i) les revenus liés aux services d'interconnexion provenant de nos clients en téléphonie à la fois fixe et mobile, (ii) les revenus publicitaires et de production de De Vijver Media NV, consolidée intégralement depuis le 3 juin 2019, (iii) les ventes d'appareils mobiles, y compris les revenus générés par nos programmes « Choisissez votre appareil », (iv) les revenus wholesale générés par nos activités wholesale à la fois commerciales et réglementées, (v) les frais d'activation et d'installation et (vi) le produit des ventes de décodeurs, comme indiqué au point 2.1 Produits.

(f) En supposant que certains paiements de licences du spectre mobile 2G et 3G se produiraient au 4e trimestre 2020 et que le paiement de l'impôt dû sur l'exercice 2019 ne se produira pas avant le début de 2021.

## 3.2 Événements survenus après la date du bilan

Il ne s'est produit, après le 30 juin 2020, aucun événement significatif nécessitant une modification de l'information financière ou une mention dans le présent communiqué de presse.

## 3.3 Vérifications du Commissaire

Le commissaire, KPMG Bedrijfsrevisoren - Réviseurs d'Entreprises CVBA, représenté par Götwin Jackers, a confirmé que ses procédures d'examen limité, qui sont terminées quant au fond, n'ont révélé aucun élément significatif nécessitant un ajustement des informations financières intermédiaires consolidées et abrégées incluses dans ce communiqué de presse du 30 juin 2020 et pour le semestre clôturé à cette date.

## 4 Telenet Group Holding SA – Statistiques d'exploitation consolidés intermédiaires

Pour la période de trois mois se terminant le 30 juin	2020	2019	Variation %
<b>Services d'abonnement</b>			
Maisons raccordables - Réseau Combiné <sup>(13)</sup>	3 355 200	3 366 100	— %
<b>Télévision câblée</b>			
Télédistribution de base <sup>(6)</sup>	139 900	183 700	(24) %
Télévision premium <sup>(7)</sup>	1 695 700	1 718 500	(1) %
<b>Total télévision câblée</b>	<b>1 835 600</b>	<b>1 902 200</b>	<b>(4) %</b>
<b>Internet haut débit</b>			
Internet haut débit résidentiel	1 450 100	1 453 900	— %
Internet haut débit professionnel	226 400	207 200	9 %
<b>Total internet haut débit <sup>(8)</sup></b>	<b>1 676 500</b>	<b>1 661 100</b>	<b>1 %</b>
<b>Téléphonie fixe</b>			
Téléphonie fixe résidentiel	1 056 500	1 104 000	(4) %
Téléphonie fixe professionnel	138 900	130 800	6 %
<b>Total téléphonie fixe <sup>(9)</sup></b>	<b>1 195 400</b>	<b>1 234 800</b>	<b>(3) %</b>
<b>Unités génératrices totales de revenus <sup>(14)</sup></b>	<b>4 707 500</b>	<b>4 798 100</b>	<b>(2) %</b>
<b>Taux d'attrition <sup>(15)</sup></b>			
Télévision câblée	6,8 %	8,6 %	
Internet haut débit	6,4 %	8,3 %	
Téléphonie fixe	7,1 %	10,4 %	
<b>Relation client</b>			
Clients triple play	1 098 400	1 128 600	(3) %
Total relations client <sup>(11)</sup>	2 052 200	2 091 600	(2) %
Services par relation client <sup>(11)</sup>	2,29	2,29	— %
ARPU par relation client (€ / mois) <sup>(11)(12)</sup>	58,4	57,2	2 %

Pour la période de trois mois se terminant le 30 juin	2020	2019	Variation %
<b>Services mobiles</b>			
<b>Téléphonie mobile</b>			
Postpayé	2 394 900	2 282 000	5 %
Prépayé	400 900	466 300	(14) %
<b>Téléphonie mobile <sup>(10)</sup></b>	<b>2 795 800</b>	<b>2 748 300</b>	<b>2 %</b>

**Note:** Le nombre d'abonnés à la fin du 2e trimestre 2020 tenait compte de la suppression de plusieurs abonnés en défaut de paiement conformément à notre politique comptable, même si nous n'avons pas pu déconnecter ces abonnés avant le 1er juillet 2020 en raison des règles spécifiques imposées dans le cadre du COVID-19 par le régulateur national des télécommunications, l'IBPT. En outre, le nombre d'abonnés au 30 juin 2020 ne tenait pas compte de nos anciens clients SFR-Coditel en raison de la fusion avec le câblo-opérateur luxembourgeois Eltrona

## 5 Telenet Group Holding SA – États financiers consolidés et abrégés intermédiaires (IFRS UE)

### 5.1 État de résultat global consolidé et abrégé intermédiaire (IFRS UE, non audité)

(en millions €, sauf actions et montants par action)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour la période de six mois se terminant au		
	30 juin			30 juin		
	2020	2019	Variation %	2020	2019	Variation %
<b>Résultat de la période</b>						
<b>Produits</b>	<b>619,2</b>	<b>635,6</b>	<b>(3)%</b>	<b>1 272,2</b>	<b>1 261,6</b>	<b>1 %</b>
<b>Charges</b>						
Coût des services fournis	(332,7)	(332,3)	— %	(701,8)	(677,1)	4 %
<b>Bénéfice brut</b>	<b>286,5</b>	<b>303,3</b>	<b>(6)%</b>	<b>570,4</b>	<b>584,5</b>	<b>(2)%</b>
Coûts commerciaux et administratifs	(137,6)	(129,6)	6 %	(268,3)	(259,9)	3 %
<b>Bénéfice opérationnel</b>	<b>148,9</b>	<b>173,7</b>	<b>(14)%</b>	<b>302,1</b>	<b>324,6</b>	<b>(7)%</b>
Produits financiers	76,6	0,3	25 433 %	27,7	0,5	5 440 %
Produit d'intérêt et de change nets	73,8	0,3	24 500 %	5,0	0,5	900 %
Bénéfice net sur instruments financiers dérivés	—	—	—%	22,7	—	100%
Bénéfice net sur remboursement anticipé de la dette	2,8	—	100%	—	—	100%
Charges financières	(180,2)	(116,0)	55 %	(125,5)	(231,2)	(46) %
Charge d'intérêt, pertes de change et autres charges financières nettes	(51,0)	(33,5)	52 %	(110,3)	(152,5)	(28) %
Perte nette sur instruments financiers dérivés	(129,2)	(82,5)	57 %	—	(78,7)	(100) %
Perte nette sur remboursement anticipé de la dette	—	—	—%	(15,2)	—	100%
Produits (charges) financières nettes	(103,6)	(115,7)	(10) %	(97,8)	(230,7)	(58) %
Quote-part du résultat des entités mises en équivalence	0,9	(0,3)	N.M.	1,3	(1,4)	N.M.
Gain (perte) sur la vente d'actifs liés à une filiale ou une coentreprise	(4,3)	—	100%	(4,3)	0,1	N.M.
<b>Bénéfice avant impôts</b>	<b>41,9</b>	<b>57,7</b>	<b>(27)%</b>	<b>201,3</b>	<b>92,6</b>	<b>117 %</b>
Charges d'impôts	(10,2)	(15,7)	(35) %	(16,4)	(36,6)	(55) %
<b>Résultat net de la période</b>	<b>31,7</b>	<b>42,0</b>	<b>(25)%</b>	<b>184,9</b>	<b>56,0</b>	<b>230 %</b>
<b>Résultat net comptabilisé directement en capitaux propres</b>						
<b>Éléments qui ne seront pas recyclés dans l'état consolidé du résultat</b>						
Réévaluation de passifs/(actifs) provenant de plans de pension à prestations définies, net d'impôts	(12,5)	—	100%	(12,5)	—	100%
<b>Résultat net comptabilisé directement en capitaux propres</b>	<b>(12,5)</b>	<b>—</b>	<b>100%</b>	<b>(12,5)</b>	<b>—</b>	<b>100%</b>
<b>Résultat global de la période</b>	<b>19,2</b>	<b>42,0</b>	<b>(54)%</b>	<b>172,4</b>	<b>56,0</b>	<b>208 %</b>
<b>Résultat imputable aux :</b>	<b>31,7</b>	<b>42,0</b>	<b>(25)%</b>	<b>184,9</b>	<b>56,0</b>	<b>230 %</b>
Propriétaires de la Société	31,9	42,0	(24) %	185,2	55,9	231 %
Intérêts minoritaires	(0,2)	—	100%	(0,3)	0,1	N.M.

(en millions €, sauf actions et montants par action)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour la période de six mois se terminant au		
	30 juin			30 juin		
	2020	2019	Variation %	2020	2019	Variation %
<b>Résultat global de la période, imputable aux :</b>	<b>19,2</b>	<b>42,0</b>	<b>(54)%</b>	<b>172,4</b>	<b>56,0</b>	<b>208 %</b>
Propriétaires de la Société	19,4	42,0	(54) %	172,7	55,9	209 %
Intérêts minoritaires	(0,2)	—	100%	(0,3)	0,1	N.M.
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	109 043 372	109 613 988		109 545 183	110 014 822	
Bénéfice ordinaire par action en €	0,30	0,38	(21) %	1,69	0,51	231 %
Bénéfice dilué par action en €	0,30	0,38	(21) %	1,69	0,51	231 %
<b>Produits par nature</b>						
Produits des abonnements:						
Télévision câblée	139,6	143,0	(2) %	284,0	287,9	(1) %
Internet haut débit	163,3	161,9	1 %	323,5	323,1	— %
Téléphonie fixe	57,0	54,2	5 %	113,8	109,8	4 %
<b>Produits des abonnements liés au câble</b>	<b>359,9</b>	<b>359,1</b>	<b>— %</b>	<b>721,3</b>	<b>720,8</b>	<b>— %</b>
Téléphonie mobile	109,4	110,1	(1) %	223,0	217,3	3 %
<b>Total des produits des abonnements</b>	<b>469,3</b>	<b>469,2</b>	<b>— %</b>	<b>944,3</b>	<b>938,1</b>	<b>1 %</b>
Services aux entreprises	48,3	50,6	(5) %	98,3	102,7	(4) %
Autres	101,6	115,8	(12) %	229,6	220,8	4 %
<b>Total des produits</b>	<b>619,2</b>	<b>635,6</b>	<b>(3)%</b>	<b>1 272,2</b>	<b>1 261,6</b>	<b>1 %</b>
<b>Charges par nature</b>						
Coûts d'exploitation du réseau	(46,4)	(47,6)	(3) %	(100,7)	(101,9)	(1) %
Coûts directs (programmation et droits d'auteur, interconnection et autres)	(112,2)	(128,3)	(13) %	(242,5)	(255,3)	(5) %
Frais de personnel	(64,5)	(63,9)	1 %	(133,2)	(128,4)	4 %
Coûts des ventes et frais de marketing	(18,8)	(20,9)	(10) %	(40,0)	(44,4)	(10) %
Coûts liés aux services du personnel et aux services professionnels externalisés	(4,8)	(8,4)	(43) %	(14,3)	(17,4)	(18) %
Autres coûts indirects	(20,1)	(21,2)	(5) %	(43,5)	(49,4)	(12) %
Coûts de restructuration	(4,0)	(0,7)	471 %	(5,0)	(1,1)	355 %
Ajustements après la période de mesure liés aux acquisitions d'entreprise	0,6	—	100%	0,6	—	100%
Charges d'exploitation liées aux acquisitions ou cessions	(0,6)	(0,2)	200 %	(1,7)	(0,6)	183 %
Rémunérations à base d'actions des administrateurs et des travailleurs	(6,2)	(4,4)	41 %	(8,0)	(6,9)	16 %
Dépréciations	(112,4)	(105,3)	7 %	(213,1)	(208,8)	2 %
Amortissements	(46,5)	(42,5)	9 %	(92,3)	(84,5)	9 %
Amortissements sur droits de diffusion	(16,5)	(19,0)	(13) %	(56,1)	(39,0)	44 %
Dépréciation sur des actifs incorporels avec une durée de vie longue et goodwill	(18,5)	—	100%	(21,3)	—	100%
Gain sur la vente des filiales	0,9	0,6	50 %	3,0	1,0	200 %
Dépréciation sur des actifs corporels avec une durée de vie longue	(0,3)	(0,1)	200 %	(2,0)	(0,3)	567 %
<b>Total des charges</b>	<b>(470,3)</b>	<b>(461,9)</b>	<b>2 %</b>	<b>(970,1)</b>	<b>(937,0)</b>	<b>4 %</b>

N.M. - Not Meaningful (Non Significatif)

## 5.2 Flux de trésorerie consolidé et abrégé intermédiaire (IFRS UE, non audité)

(en millions €)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour la période de six mois se terminant au		
	30 juin			30 juin		
	2020	2019	Variation %	2020	2019	Variation %
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>						
Bénéfice de la période	31,7	42,0	(25) %	184,9	56,0	230 %
Amortissements, pertes de valeur et restructurations	197,2	167,0	18 %	386,7	332,7	16 %
Variation des fonds de roulement et autres	(48,3)	4,5	N.M.	(16,3)	102,2	N.M.
Impôts sur le résultat	10,2	15,7	(35) %	16,4	36,6	(55) %
Charges d'intérêt, pertes de change et autres charges financières nettes	(22,7)	34,9	N.M.	105,4	152,5	(31) %
Perte nette (gain net) sur dérivés	129,2	82,5	57 %	(22,7)	78,7	N.M.
Perte (gain) sur le remboursement anticipé de la dette	(2,9)	—	100%	15,1	—	100%
Perte (gain) sur la vente d'actifs liés à une filiale ou une coentreprise	4,3	—	100%	4,3	(0,1)	(4 400) %
Intérêts payés	(9,3)	(11,0)	(15) %	(101,6)	(101,1)	— %
Impôts payés	(0,2)	(1,9)	(89) %	(0,5)	(158,3)	(100) %
<b>Flux net de trésorerie générés par les activités opérationnelles</b>	<b>289,2</b>	<b>333,7</b>	<b>(13) %</b>	<b>571,7</b>	<b>499,2</b>	<b>15 %</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>						
Acquisition d'immobilisations corporelles	(72,6)	(61,6)	18 %	(144,1)	(134,7)	7 %
Acquisition d'actifs incorporels	(42,1)	(26,7)	58 %	(88,1)	(56,2)	57 %
Acquisition et emprunts dans des entités mises en équivalence	(20,3)	(0,7)	2 800 %	(20,5)	(0,9)	2 178 %
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(3,5)	(16,0)	(78) %	(3,5)	(16,0)	(78) %
Produits de la vente d'immobilisations corporelles et autres actifs incorporels	0,5	0,7	(29)	0,8	1,2	(33) %
<b>Flux net de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement</b>	<b>(138,0)</b>	<b>(104,3)</b>	<b>32 %</b>	<b>(255,4)</b>	<b>(206,6)</b>	<b>24 %</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>						
Remboursement d'emprunts et autres obligations de financement	(195,3)	(185,4)	5 %	(332,8)	(379,2)	(12) %
Produits de la levée d'emprunts et autres obligations de financement	143,6	56,9	152 %	225,4	211,2	7 %
Rachat d'actions propres	(5,4)	(50,7)	(89) %	(34,4)	(101,1)	(66) %
Vente d'actions propres	—	37,6	(100) %	—	43,8	(100) %
Paiement pour des réductions de capital et des dividendes	(142,3)	—	100%	(142,3)	—	100%
Paiement de frais de transaction lors de l'émission d'emprunts et compensations pour remboursement anticipé d'emprunts	(2,8)	—	100%	(13,4)	—	100%
Autres	(15,1)	4,5	N.M.	(48,8)	(16,0)	205 %
<b>Flux net de trésorerie utilisés pour les activités de financement</b>	<b>(217,3)</b>	<b>(137,1)</b>	<b>58 %</b>	<b>(346,3)</b>	<b>(241,3)</b>	<b>44 %</b>

(en millions €)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour la période de six mois se terminant au		
	30 juin			30 juin		
	2020	2019	Variation %	2020	2019	Variation %
<b>Augmentation (diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	137,5	47,2	191 %	101,4	88,2	15 %
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	71,4	139,5	(49) %	71,4	139,5	(49) %
<b>Augmentation (diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>(66,1)</b>	<b>92,3</b>	<b>N.M.</b>	<b>(30,0)</b>	<b>51,3</b>	<b>N.M.</b>
<b>Adjusted Free Cash Flow</b>						
Flux net de trésorerie générés par les activités opérationnelles	289,2	333,7	(13) %	571,7	499,2	15 %
Charges d'exploitation liées aux acquisitions ou cessions	0,7	0,1	600 %	0,9	0,3	200 %
Remboursements en capital sur les engagements au titre du crédit fournisseurs	88,6	56,9	56 %	170,4	116,2	47 %
Acquisition d'immobilisations corporelles	(72,6)	(61,6)	18 %	(144,1)	(134,7)	7 %
Acquisition d'actifs incorporels	(42,1)	(26,7)	58 %	(88,1)	(56,2)	57 %
Remboursements en capital sur les engagements au titre du crédit fournisseurs	(71,1)	(96,6)	(26) %	(207,6)	(180,1)	15 %
Amortissements en capital sur les obligations de location (hors contrats de location liés au réseau)	(4,5)	(12,1)	(63) %	(17,6)	(25,4)	(31) %
Amortissements en capital sur les dotations aux contrats de location liés au réseau après acquisition	(7,7)	(6,8)	13 %	(21,7)	(12,6)	72 %
<b>Adjusted Free Cash Flow</b>	<b>180,5</b>	<b>186,9</b>	<b>(3) %</b>	<b>263,9</b>	<b>206,7</b>	<b>28 %</b>

### 5.3 Bilan consolidé et abrégé intermédiaire (IFRS UE, non audité)

(en millions €)	30 juin	31 décembre	Variation
	2020	2019 - Retraité	
<b>Actif</b>			
<b>Actifs non courants :</b>			
Immobilisations corporelles	2 319,1	2 366,8	(47,7)
Goodwill	1 832,9	1 874,1	(41,2)
Autres immobilisations incorporelles	718,4	797,1	(78,7)
Actifs d'impôt différé	211,1	261,4	(50,3)
Participations dans et prêts aux entités mises en équivalence	79,1	16,3	62,8
Autres investissements	6,1	6,1	—
Instruments financiers dérivés	111,7	55,3	56,4
Autres actifs	20,7	27,9	(7,2)
<b>Total des actifs non courants</b>	<b>5 299,1</b>	<b>5 405,0</b>	<b>(105,9)</b>
<b>Actifs courants :</b>			
Stocks	32,5	25,2	7,3
Créances commerciales	194,0	204,5	(10,5)
Autres actifs courants	135,7	130,4	5,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	71,4	101,4	(30,0)
Instruments financiers dérivés	45,2	61,7	(16,5)
	<b>478,8</b>	<b>523,2</b>	<b>(44,4)</b>
Actifs détenus en vue de la vente	29,9	—	29,9
<b>Total des actifs courants</b>	<b>508,7</b>	<b>523,2</b>	<b>(14,5)</b>
<b>Total des actifs</b>	<b>5 807,8</b>	<b>5 928,2</b>	<b>(120,4)</b>

(en millions €)	30 juin	31 décembre	Variation
	2020	2019 - Retraité	
<b>Capitaux propres et passifs</b>			
<b>Capitaux propres :</b>			
Capital social	12,8	12,8	—
Primes d'émission	80,7	80,7	—
Autres réserves	666,1	695,7	(29,6)
Perte reportée	(2 244,9)	(2 287,8)	42,9
Réévaluations	(26,0)	(13,5)	(12,5)
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société</b>	<b>(1 511,3)</b>	<b>(1 512,1)</b>	<b>0,8</b>
Intérêts minoritaires	25,2	25,1	0,1
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>(1 486,1)</b>	<b>(1 487,0)</b>	<b>0,9</b>
<b>Passifs non courants</b>			
Emprunts et dettes financiers	5 144,9	5 206,0	(61,1)
Instruments financiers dérivés	283,0	261,4	21,6
Produits différés	3,5	3,8	(0,3)
Passifs d'impôt différé	126,5	178,7	(52,2)
Autres dettes non courantes	73,5	63,1	10,4
Provisions	15,6	17,6	(2,0)
<b>Total des passifs non courants</b>	<b>5 647,0</b>	<b>5 730,6</b>	<b>(83,6)</b>
<b>Passifs courants</b>			
Emprunts et autres passifs financiers	515,5	527,0	(11,5)
Dettes fournisseurs	196,1	247,7	(51,6)
Charges à imputer et autres passifs courants	409,0	418,4	(9,4)
Provisions	80,8	70,9	9,9
Produits différés	121,3	107,8	13,5
Instruments financiers dérivés	70,8	69,5	1,3
Passif d'impôt courant	248,4	243,3	5,1
	<b>1 641,9</b>	<b>1 684,6</b>	<b>(42,7)</b>
Passifs directement associés aux actifs destinés à la vente	5,0	0,0	5,0
<b>Total des passifs courants</b>	<b>1 646,9</b>	<b>1 684,6</b>	<b>(37,7)</b>
<b>Total des passifs</b>	<b>7 293,9</b>	<b>7 415,2</b>	<b>(121,3)</b>
<b>Total des capitaux propres et des passifs</b>	<b>5 807,8</b>	<b>5 928,2</b>	<b>(120,4)</b>

## 6 Appendix

### 6.1 Rapprochement des informations financières publiées et remaniées (non audité)

(en millions €)	Publié			Acquisition de De Vijver Media NV et désinvestissement Coditel S.à r.l.			Remanié		
	T1 2019	T2 2019	S1 2019	T1 2019	T2 2019	S1 2019	T1 2019	T2 2019	S1 2019
<b>Produits par nature</b>									
Télévision câblée	144,9	143,0	287,9	—	(1,3)	(1,3)	144,9	141,7	286,6
Internet haut débit	161,2	161,9	323,1	—	(0,2)	(0,2)	161,2	161,7	322,9
Téléphonie fixe	55,6	54,2	109,8	—	(0,1)	(0,1)	55,6	54,1	109,7
<b>Produits des abonnements liés au câble</b>	<b>361,7</b>	<b>359,1</b>	<b>720,8</b>	<b>—</b>	<b>(1,6)</b>	<b>(1,6)</b>	<b>361,7</b>	<b>357,5</b>	<b>719,2</b>
Téléphonie mobile	107,2	110,1	217,3	—	(0,1)	(0,1)	107,2	110,0	217,2
<b>Total des produits des abonnements</b>	<b>468,9</b>	<b>469,2</b>	<b>938,1</b>	<b>—</b>	<b>(1,7)</b>	<b>(1,7)</b>	<b>468,9</b>	<b>467,5</b>	<b>936,4</b>
Services aux entreprises	52,1	50,6	102,7	—	(0,4)	(0,4)	52,1	50,2	102,3
Autres	105,0	115,8	220,8	27,5	21,0	48,5	132,5	136,8	269,3
<b>Total des produits</b>	<b>626,0</b>	<b>635,6</b>	<b>1 261,6</b>	<b>27,5</b>	<b>18,9</b>	<b>46,4</b>	<b>653,5</b>	<b>654,5</b>	<b>1 308,0</b>
<b>Charges par nature</b>									
Coûts d'exploitation du réseau	(54,3)	(47,6)	(101,9)	—	0,2	0,2	(54,3)	(47,4)	(101,7)
Coûts directs (programmation et droits d'auteur, interconnexion et autres)	(127,0)	(128,3)	(255,3)	(6,1)	(6,5)	(12,6)	(133,1)	(134,8)	(267,9)
Frais de personnel	(64,5)	(63,9)	(128,4)	(4,9)	(3,5)	(8,4)	(69,4)	(67,4)	(136,8)
Coûts des ventes et frais de marketing	(23,5)	(20,9)	(44,4)	(2,3)	(1,0)	(3,3)	(25,8)	(21,9)	(47,7)
Coûts liés aux services du personnel et aux services professionnels externalisés	(9,0)	(8,4)	(17,4)	—	—	—	(9,0)	(8,4)	(17,4)
Autres coûts indirects	(28,2)	(21,2)	(49,4)	(1,3)	0,1	(1,2)	(29,5)	(21,1)	(50,6)
<b>Total des charges</b>	<b>(306,5)</b>	<b>(290,3)</b>	<b>(596,8)</b>	<b>(14,6)</b>	<b>(10,7)</b>	<b>(25,3)</b>	<b>(321,1)</b>	<b>(301,0)</b>	<b>(622,1)</b>
<b>Adjusted EBITDA</b>	<b>319,5</b>	<b>345,3</b>	<b>664,8</b>	<b>12,9</b>	<b>8,2</b>	<b>21,1</b>	<b>332,4</b>	<b>353,5</b>	<b>685,9</b>
<b>Marge Adjusted EBITDA</b>	<b>51,0 %</b>	<b>54,3 %</b>	<b>52,7 %</b>				<b>50,9 %</b>	<b>54,0 %</b>	<b>52,4 %</b>

**Information remaniée:** Aux fins du calcul des taux de croissance remanié sur une base comparable pour la période de trois mois se terminant au 30 juin 2020 et la période de six mois se terminant au 30 juin 2020, nous avons ajusté nos revenus historiques et notre Adjusted EBITDA pour (i) inclure les revenus avant acquisition et l'Adjusted EBITDA de De Vijver Media (consolidé par intégration globale depuis le 3 juin 2019) dans nos montants remaniés et (ii) exclure les revenus et l'Adjusted EBITDA de notre ancienne filiale luxembourgeoise Coditel S.à r.l. (déconsolidé depuis le 1 avril 2020) dans nos montants remaniés pour la période de trois mois se terminant au 30 juin 2019 et la période de six mois se terminant au 30 juin 2019 dans la même mesure que le chiffre d'affaires et l'Adjusted EBITDA de ces entités sont inclus dans et exclus de nos résultats pour la période de trois mois se terminant au 30 juin 2020 et la période de six mois se terminant au 30 juin 2020. Nous avons reflété le chiffre d'affaires et l'Adjusted EBITDA de ces entités dans nos montants remaniés 2019 sur la base de ce que nous pensons être les informations les plus fiables dont nous disposons actuellement (généralement les états financiers avant l'acquisition), ajusté pour tenir compte des effets estimés de (a) toute différence significative entre nos méthodes comptables et celles des entités acquises, (b) tout effet significatif des ajustements comptables d'acquisition, et (c) d'autres éléments que nous jugeons appropriés. Nous ne modifions pas les périodes pré-acquisition pour éliminer les éléments non

récurrents ou pour donner un effet rétroactif à tout changement d'estimation qui pourrait être mis en œuvre pendant les périodes post-acquisition. Étant donné que nous ne détenons ni n'exploitons les entreprises acquises au cours des périodes de pré-acquisition, rien ne garantit que nous avons identifié tous les ajustements nécessaires pour présenter le chiffre d'affaires et l'Adjusted EBITDA de ces entités sur une base comparable à celle postérieure correspondante les montants d'acquisition qui sont inclus dans nos résultats historiques ou sur lesquels les états financiers antérieurs à l'acquisition sur lesquels nous nous sommes appuyés ne contiennent pas d'erreurs non détectées. De plus, les pourcentages de croissance remaniée ne sont pas nécessairement représentatifs des revenus et du Adjusted EBITDA qui se seraient produits si ces transactions avaient eu lieu aux dates présumées aux fins du calcul de nos montants remaniés ou des revenus et du Adjusted EBITDA qui se produiront à l'avenir. Les pourcentages de croissance remaniée ont été présentés comme base pour évaluer les taux de croissance sur une base comparable et ne sont pas présentés comme une mesure de notre performance financière pro forma. La croissance sur une base remaniée est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine et est utilisé par la direction en tant que critère supplémentaire pour les performances sous-jacentes de la Société et ne peut être utilisé en remplacement des critères IFRS-UE qui donnent une indication des performances de la Société, mais doit être utilisé en association avec le critère IFRS-UE le plus directement comparable.

## 6.2 Rapprochement entre le résultat de la période et Consolidated Annualized EBITDA (non audité)

Le ratio du levier total net est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine. Le ratio du levier total net est la somme des emprunts et des dettes financiers courants en non-courants moins trésorerie et équivalents de trésorerie ("Dettes Totales Nettes"), comme indiqué sur le bilan de la société, divisé par l'Adjusted EBITDA annualisé consolidé des deux derniers trimestres. Dans son bilan, la dette de Telenet en USD a été converti en € sur base du taux de change EUR/USD du 30 juin 2020. Comme Telenet a conclu des contrats dérivés afin de fixer le taux d'intérêt flottant et le risque du taux de change, les montants fixés en € étaient de 2.041,5 millions € (Term Loan AR de 2.295,0 millions USD) et 882,8 millions € (Senior Secured Notes venant à échéance en 2028 de 1,0 milliard USD). Pour le calcul de son ratio d'endettement net total, Telenet utilise les montants fixés en € vue le risque économique sous-jacent.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice de la période annualisé des deux derniers trimestres et de l'Adjusted EBITDA des deux derniers trimestres.

(€ in millions)	Pour la période de trois mois se terminant au		Pour la période de six mois se terminant au	Annualisé des deux derniers trimestres
	31 mars 2020	30 juin 2020	30 juin 2020	30 juin 2020
<b>Bénéfice de la période</b>	<b>153,2</b>	<b>31,7</b>	<b>184,9</b>	<b>369,8</b>
Impôts	6,2	10,2	16,4	32,8
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence	(0,4)	(0,9)	(1,3)	(2,6)
Perte (gain) sur la vente d'actifs liés à une filiale ou une coentreprise	—	4,3	4,3	8,6
Charges (produits) financières nettes	(5,8)	103,6	97,8	195,6
Amortissements, dépréciations et gains sur la vente des filiales	188,5	193,3	381,8	763,6
<b>EBITDA</b>	<b>341,7</b>	<b>342,2</b>	<b>683,9</b>	<b>1 367,8</b>
Rémunération en actions	1,8	6,2	8,0	16,0
Charges d'exploitation liées aux acquisitions ou cessions	1,1	0,6	1,7	3,4
Coûts de restructuration	1,0	4,0	5,0	10,0
Ajustements après la période de mesure liés aux acquisitions d'entreprise	—	(0,6)	(0,6)	(1,2)
<b>Adjusted EBITDA</b>	<b>345,6</b>	<b>352,4</b>	<b>698,0</b>	<b>1 396,0</b>
Marge Adjusted EBITDA	52,9 %	56,9 %	54,9 %	54,9 %
Marge bénéfice net	23,5 %	5,1 %	14,5 %	14,5 %

## 6.3 Définitions

- (1) Aux fins du calcul des taux de croissance remanié sur une base comparable pour la période de trois mois se terminant au 30 juin 2020 et la période de six mois se terminant au 30 juin 2020, nous avons ajusté nos revenus historiques et notre Adjusted EBITDA pour (i) inclure les revenus avant acquisition et l'Adjusted EBITDA de De Vijver Media (consolidé par intégration globale depuis le 3 juin 2019) dans nos montants remaniés et (ii) exclure les revenus et l'Adjusted EBITDA de notre ancienne filiale luxembourgeoise Coditel S.à r.l. (déconsolidé depuis le 1 avril 2020) dans nos montants remaniés pour la période de trois mois se terminant au 30 juin 2019 et la période de six mois se terminant au 30 juin 2019 dans la même mesure que le chiffre d'affaires et l'Adjusted EBITDA de ces entités sont inclus dans et exclus de nos résultats pour la période de trois mois se terminant au 30 juin 2020 et la période de six mois se terminant au 30 juin 2020. Nous avons reflété le chiffre d'affaires et l'Adjusted EBITDA de ces entités dans nos montants remaniés 2019 sur la base de ce que nous pensons être les informations les plus fiables dont nous disposons actuellement (généralement les états financiers avant l'acquisition), ajusté pour tenir compte des effets estimés de (a) toute différence significative entre nos méthodes comptables et celles des entités acquises, (b) tout effet significatif des ajustements comptables d'acquisition, et (c) d'autres éléments que nous jugeons appropriés. Nous ne modifions pas les périodes pré-acquisition pour éliminer les éléments non récurrents ou pour donner un effet rétroactif à tout changement d'estimation qui pourrait être mis en œuvre pendant les périodes post-acquisition. Étant donné que nous ne détenions ni n'exploitions les entreprises acquises au cours des périodes de pré-acquisition, rien ne garantit que nous avons identifié tous les ajustements nécessaires pour présenter le chiffre d'affaires et l'Adjusted EBITDA de ces entités sur une base comparable à celle postérieure correspondante les montants d'acquisition qui sont inclus dans nos résultats historiques ou sur lesquels les états financiers antérieurs à l'acquisition sur lesquels nous nous sommes appuyés ne contiennent pas d'erreurs non détectées. De plus, les pourcentages de croissance remaniée ne sont pas nécessairement représentatifs des revenus et du Adjusted EBITDA qui se seraient produits si ces transactions avaient eu lieu aux dates présumées aux fins du calcul de nos montants remaniés ou des revenus et du Adjusted EBITDA qui se produiront à l'avenir. Les pourcentages de croissance remaniée ont été présentés comme base pour évaluer les taux de croissance sur une base comparable et ne sont pas présentés comme une mesure de notre performance financière pro forma. La croissance sur une base remaniée est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine et est utilisé par la direction en tant que critère supplémentaire pour les performances sous-jacentes de la Société et ne peut être utilisé en remplacement des critères IFRS-UE qui donnent une indication des performances de la Société, mais doit être utilisé en association avec le critère IFRS-UE le plus directement comparable.
- (2) **L'EBITDA** est défini comme étant le bénéfice avant les charges financières nettes, la part dans le résultat des participations consolidées par mise en équivalence, les impôts sur le résultat, les amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles et les dépréciations. **L'Adjusted EBITDA** est défini comme étant l'EBITDA avant les rémunérations à base d'actions, des ajustements après la période de mesure liés aux acquisitions d'entreprise et les coûts de restructuration et avant les charges et produits opérationnels liés à des acquisitions ou des désinvestissements, réussis ou non. Les charges ou produits opérationnels liés à des acquisitions ou des désinvestissements comprennent (i) les bénéfices et pertes sur la cession d'actifs immobilisés, (ii) les frais de due diligence, coûts juridiques, frais de conseil et autres frais de tiers qui se rapportent directement aux efforts de la Société en vue d'acquérir ou de céder un intérêt de contrôle dans des entreprises et (iii) les autres éléments en rapport avec l'acquisition, comme les gains et les pertes sur le règlement d'une contrepartie conditionnelle. L'Adjusted EBITDA est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine et est utilisé par la direction en tant que critère supplémentaire pour les performances sous-jacentes de la Société et ne peut être utilisé en remplacement des critères IFRS-UE qui donnent une indication des performances de la Société, mais doit être utilisé en association avec le critère IFRS-UE le plus directement comparable. Le Tableau 1 à la page 15 établit la correspondance entre ce critère et le critère IFRS-UE le plus directement comparable.
- (3) Nous entendons par **'dépenses d'investissement à imputer'** les investissements en immobilisations corporelles et incorporelles, y compris les investissements dans le cadre de contrats de location-financement et autres contrats de financement, tels qu'ils sont présentés sur une base d'imputation dans l'état consolidé de la position financière de la Société.
- (4) Le **flux de trésorerie opérationnel disponible** (Operating Free Cash Flow ou 'OFCF') est défini comme étant l'EBITDA ajusté (Adjusted EBITDA) moins les dépenses d'investissement à imputer, comme indiqué dans le rapport financier consolidé de la Société. Les dépenses d'investissement à imputer n'incluent pas la comptabilisation des droits de diffusion pour le football et des licences pour le spectre mobile. Le flux de trésorerie opérationnel disponible est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine et est utilisé par la direction en tant que critère supplémentaire pour les performances sous-jacentes de la Société et ne peut être utilisé en remplacement des critères IFRS-UE qui donnent une indication des performances de la Société, mais doit être utilisé en association avec le critère IFRS-UE le plus directement comparable.
- (5) Il faut entendre par **'Adjusted Free Cash Flow'** le flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles poursuivies de la Société, plus (i) les paiements en numéraire de dépenses de tiers directement liées aux acquisitions et désinvestissements réussis ou non et (ii) les coûts financés par un tiers, moins (i) les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles des activités opérationnelles poursuivies de la Société, (ii) les remboursements en capital sur les engagements au titre du crédit fournisseurs, (iii) les remboursements en capital sur les contrats de location-financement (à l'exception des contrats liés au réseau qui ont été repris à la suite d'acquisitions) et (iv) les remboursements en capital sur les contrats de location supplémentaires liés aux réseaux suite à une acquisition, tels que repris, dans chaque cas, dans le tableau des flux de trésorerie consolidé de la Société. Le flux de trésorerie disponible est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine et est utilisé par la direction en tant que critère supplémentaire pour la capacité de la Société de rembourser ses dettes et de financer de nouvelles opportunités d'investissement et ne peut être utilisé en

remplacement des critères IFRS-UE qui donnent une indication des performances de la Société, mais doit être utilisé en association avec le critère IFRS-UE le plus directement comparable.

- (6) Un **abonné à la télédistribution de base** est une habitation, une unité d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou une unité dans un immeuble commercial qui, via un signal vidéo analogique ou numérique sur le Réseau Combiné, reçoit le service vidéo de Telenet sans abonnement à un service mensuel récurrent nécessitant l'usage d'une technologie d'encryptage. La technologie d'encryptage comprend les smart cards et autres technologies intégrées ou virtuelles utilisées par Telenet pour fournir son offre de services améliorée. Telenet compte les unités génératrices de revenus sur la base du nombre d'immeubles. Un abonné avec plusieurs raccordements dans un même immeuble est donc comptabilisé comme une seule unité génératrice de revenus. Un abonné avec deux maisons qui a, pour chacune de ces maisons, un abonnement au service de télévision câblée de Telenet, est comptabilisé comme deux unités génératrices de revenus.
- (7) Un **abonné à la télévision Premium** est une habitation, une unité d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou une unité dans un immeuble commercial qui, via un signal vidéo numérique sur le Réseau Combiné, reçoit le service de télévision câblée de Telenet sur la base d'un abonnement à un service mensuel récurrent nécessitant l'usage d'une technologie d'encryptage. Les abonnés à la télévision Premium sont comptés sur la base du nombre d'immeubles. Ainsi, un abonné qui dispose d'un ou plusieurs boîtiers décodeurs et qui reçoit le service de télévision câblée de Telenet dans un seul et même immeuble est en principe compté comme un seul abonné. Un abonné à la télévision Premium n'est pas compté parmi les abonnés à la télédistribution de base. À mesure que des clients Telenet passent de l'offre de base à l'offre Premium de télévision par câble, Telenet fait état d'une diminution du nombre d'abonnés à l'offre de base équivalente à l'augmentation du nombre d'abonnés à l'offre Premium.
- (8) Un **abonné internet** est une habitation, une unité d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou une unité dans un immeuble commercial qui reçoit des services internet sur le Réseau Combiné.
- (9) Un **abonné à la téléphonie fixe** est une habitation, une unité d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou une unité dans un immeuble commercial qui reçoit des services de téléphonie fixe sur le Réseau Combiné. Les abonnés à la téléphonie fixe n'incluent aucun abonné à la téléphonie mobile.
- (10) Le nombre d'**abonnés à la téléphonie mobile** représente le nombre de cartes SIM actives qui sont en usage, et non le nombre de services fournis. Si par exemple un abonné à la téléphonie mobile dispose à la fois d'un plan data et d'un plan vocal pour un smartphone, cette personne est considérée comme un seul abonné à la téléphonie mobile. Un abonné avec un plan vocal et un plan data pour un smartphone et un plan data pour un ordinateur portable (via un dongle) est cependant compté comme deux abonnés à la téléphonie mobile. Après 90 jours d'inactivité, les clients qui ne paient aucun montant mensuel récurrent ne sont plus repris dans le nombre des abonnés à la téléphonie mobile.
- (11) Un **relation client** est un client qui reçoit au moins un des services télé, internet ou téléphonie fixe de Telenet et que Telenet compte comme une unité génératrice de revenus, quelle que soit la quantité de services auxquels il est abonné. Les relations clients sont en principe comptées sur la base du nombre d'immeubles. Si une personne reçoit des services Telenet dans deux immeubles (p. ex. dans sa maison principale et dans une résidence de vacances), cette personne est en principe comptée comme deux relations clients. Telenet ne compte pas comme relations clients les clients qui utilisent uniquement les services de téléphonie mobile de Telenet.
- (12) Le **revenu moyen par relation client** fait référence aux revenus mensuels moyens provenant des abonnements par relation client moyenne et est calculé en divisant les revenus mensuels moyens provenant des abonnements (hors revenus de la téléphonie mobile, services aux entreprises, interconnexion, redevances de transport et distribution, vente de smartphones et frais d'installation) pour la période en question, par le nombre moyen de relations clients au début et à la fin de la période.
- (13) Les **maisons raccordables** sont les habitations, unités d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou unités dans un immeuble commercial qui peuvent, sans extension matérielle de la centrale de distribution, être raccordées au Réseau Combiné. Le nombre de maisons raccordables est basé sur les données du recensement, lesquelles peuvent changer en fonction des révisions de ces données ou sur la base de nouveaux résultats de recensement.
- (14) Une **unité génératrice de revenus** est un abonné individuel à la télédistribution de base, un abonné individuel à la télévision Premium, un abonné internet individuel ou un abonné individuel à la téléphonie fixe. Une habitation, une unité d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou une unité dans un immeuble commercial peut inclure une ou plusieurs unités génératrices de revenus. Si par exemple un client particulier est abonné à l'offre Premium de télévision par câble de Telenet, au service de téléphonie fixe et à l'internet haut débit, ce client représente trois unités génératrices de revenus. Le nombre total d'unités génératrices de revenus est la somme du nombre d'abonnés à la télédistribution de base, à la télévision Premium, à l'internet et à la téléphonie fixe. Le nombre d'unités génératrices de revenus est compté, d'une manière générale, sur la base du nombre d'immeubles, de sorte que pour un service déterminé, un immeuble déterminé ne soit pas compté comme étant plus d'une unité génératrice de revenus. Si une personne reçoit des services Telenet dans deux immeubles (p. ex. dans sa maison principale et dans une résidence de vacances), cette personne est par contre comptée comme deux unités génératrices de revenus pour le service en question. Chaque service câble, internet ou téléphonie fixe inclus dans un pack de produits est compté comme une unité génératrice de revenus, quelle que soit la nature de la remise pack ou de la promotion éventuelle. Les abonnés non payants sont comptés comme des abonnés pendant la période au cours de laquelle ils reçoivent un service gratuit par le biais d'une promotion. Certains de ces abonnés renoncent au terme de cette période gratuite. Les services qui sont offerts gratuitement de manière prolongée (p. ex. aux VIP ou aux travailleurs) ne sont, en principe, pas comptés comme unités génératrices de revenus. Les abonnements aux services de téléphonie mobile ne sont pas repris dans le nombre d'unités génératrices de revenus communiqué à l'extérieur.
- (15) Le **taux d'attrition** représente le pourcentage de clients qui résilient leur abonnement. La moyenne mobile annuelle est calculée en divisant le nombre de désabonnements au cours des 12 derniers mois par le nombre moyen de relations clients. Pour le calcul du taux d'attrition, on considère qu'il y a eu désabonnement dès lors que le client ne

reçoit plus aucun service de la part de Telenet et doit restituer le matériel de Telenet. Le passage partiel vers un produit inférieur, ce qui est généralement appliqué pour encourager les clients à payer une facture en souffrance afin d'éviter qu'il soit mis fin à tous les services, n'est pas considéré comme un désabonnement dans le calcul du taux d'attrition de Telenet. De même, les clients qui déménagent à l'intérieur de la zone câblée de Telenet et les clients qui passent à des services supérieurs ou inférieurs ne sont pas considérés comme des désabonnements dans le calcul du taux d'attrition.

- (16) Le calcul du **revenu moyen par abonné à la téléphonie mobile** ne prenant pas en compte les revenus d'interconnexion, concerne le revenu mensuel moyen provenant de la téléphonie mobile par abonné actif à la téléphonie mobile et est obtenu en divisant les revenus mensuels moyens provenant de la téléphonie mobile (hors frais d'activation, produits de la vente de smartphones et frais de mise en demeure) pour une période déterminée par le nombre moyen d'abonnés actifs à la téléphonie mobile au début et à la fin de la période. Pour le calcul du revenu moyen par abonné à la téléphonie mobile prenant en compte les revenus d'interconnexion, on ajoute au numérateur, dans le calcul ci-dessus, le montant des revenus d'interconnexion au cours de la période.
- (17) **Le ratio du levier total net** est la somme des emprunts et dettes financiers courants en non-courants moins trésorerie et équivalents de trésorerie, comme indiqué sur le bilan de la société, divisé par l'Adjusted EBITDA annualisé consolidé des deux derniers trimestres. Dans son bilan, la dette de Telenet en USD a été converti en € sur base du taux de change EUR/USD du 30 juin 2020. Comme Telenet a conclu des contrats dérivés afin de fixer le taux d'intérêt flottant et le risque du taux de change, les montants fixés en € étaient de 2.041,5 millions € (Term Loan AR de 2.295,0 millions USD) et 882,8 millions € (Senior Secured Notes venant à échéance en 2028 de 1,0 milliard USD). Pour le calcul de son ratio d'endettement net total, Telenet utilise les montants fixés en € vue le risque économique sous-jacent. Le ratio du levier total net est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine.
- (18) **Le ratio du levier covenant net** est calculé selon la définition de la Facilité de Crédit Senior 2020 modifiée, c.-à-d. en divisant la dette nette totale (sur base des montants fixés en € comme mentionné ci-dessus), à l'exclusion (i) des prêts d'actionnaires subordonnés, (ii) des éléments d'endettement activés sous les indemnités de clientèle et d'annuités, (iii) de tout contrat de location-financement conclu le 1er août 2007 ou avant cette date, (iv) de toute dette dans le cadre de la location du réseau conclue avec les intercommunales pures, (v) de tout passif lié au financement du vendeur, y compris (vi) le Montant de la Facilité de Crédit Exclu (qui est le plus élevé entre (a) 400,0 millions € et (b) 0,25x de Consolidated Annualized EBITDA), divisé par l'Adjusted EBITDA annualisé consolidé des deux derniers trimestres.

**Conférence téléphonique pour investisseurs et analystes** – Telenet donnera, le 30 juillet 2020 à 15:00h (heures de Bruxelles), un video webcast et une conférence téléphonique sur les résultats financiers pour investisseurs institutionnels et analystes. Vous trouverez les détails et les liens du webcast sur <https://investors.telenet.be>.

## Contacts

Relations avec les investisseurs:	Rob Goyens	<a href="mailto:rob.goyens@telenetgroup.be">rob.goyens@telenetgroup.be</a>	Téléphone: +32 15 333 054
	Bart Boone	<a href="mailto:bart.boone@telenetgroup.be">bart.boone@telenetgroup.be</a>	Téléphone: +32 15 333 738
Relations presse et médias:	Stefan Coenjaerts	<a href="mailto:stefan.coenjaerts@telenetgroup.be">stefan.coenjaerts@telenetgroup.be</a>	Téléphone: +32 15 335 006

**À propos de Telenet** – En tant que fournisseur belge de services de divertissement et de télécommunications, Telenet Group est constamment à la recherche de l'excellence pour ses clients au sein du monde numérique. Sous la marque Telenet, l'entreprise fournit des services de télévision numérique, d'Internet à haut débit et de téléphonies fixe et mobile, destinés au segment résidentiel en Flandre et à Bruxelles. Telenet Group offre également des services de téléphonie mobile sous la marque BASE à l'échelle de la Belgique. Le département Telenet Business propose quant à lui des solutions de connectivité, d'hébergement et de sécurité aux marchés professionnels belge et luxembourgeois. Plus de 3.000 collaborateurs ont un objectif commun: rendre la vie et le travail plus facile et plus agréable. Telenet Group fait partie de Telenet Group Holding SA et est coté sur Euronext Bruxelles sous le symbole boursier TNET. Pour plus d'informations, visitez [www.telenet.be](http://www.telenet.be). Liberty Global - l'une des entreprises leaders au niveau mondial de la vidéo convergente, de l'Internet haut débit et de la communication, innovant et donnant les moyens à ses clients dans six pays européens de tirer le meilleur parti de la révolution numérique - détient une participation directe de 58,3% des actions de Telenet Group Holding SA (hors actions propres détenues de temps à autre par cette dernière).

**Informations complémentaires** – Des informations complémentaires concernant Telenet et ses produits peuvent être obtenues sur son site web <https://www.telenet.be>. D'autres informations relatives aux données opérationnelles et financières figurant dans le présent document peuvent être téléchargées dans la partie du site destinée aux investisseurs. Le rapport annuel consolidé 2019 de Telenet ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires non audités et des présentations liées aux résultats financiers de la période de six mois se terminant le 30 juin 2020 peuvent être consultés dans la partie du site de Telenet destinée aux investisseurs (<https://investors.telenet.be>).

**Déclaration de 'Safe Harbor' en vertu du 'Private Securities Litigation Reform Act' américain de 1995** – Certaines déclarations incluses dans le présent document constituent des 'forward-looking statements' (déclarations prospectives) au titre du Private Securities Litigation Reform Act américain de 1995. Des mots ou expressions tels que « croire », « s'attendre », « devoir », « avoir l'intention de », « projeter », « faire dans le futur », « estimer », « position », « stratégie » et expressions similaires identifient ces déclarations prospectives relatives à nos perspectives financières et opérationnelles, nos prévisions de croissance, nos lancements de stratégie, de produits ou de réseaux, et l'impact attendu des acquisitions sur nos activités et performances financières conjointes et sont sujets à certains risques connus et inconnus, incertitudes et autres facteurs qui peuvent avoir pour effet que nos résultats, performances, accomplissements ou résultats sectoriels réels soient significativement différents des résultats envisagés, projetés, prévus, estimés ou contenus dans les budgets, que ceux-ci soient implicites ou explicites. Ces facteurs comprennent de

possibles développements préjudiciables affectant nos liquidités ou résultats opérationnels ; des événements préjudiciables de nature concurrentielle, économique ou réglementaire ; l'impact négatif potentiel de la récente éclosion de la nouvelle pandémie de coronavirus (COVID-19), des paiements substantiels au titre de notre dette et autres obligations contractuelles ; notre aptitude à financer et exécuter notre plan d'affaires ; notre aptitude à générer des liquidités en suffisance afin de procéder aux paiements au titre de notre dette ; les fluctuations des taux d'intérêts et des devises ; l'impact de nouvelles opportunités commerciales nécessitant des investissements préalables significatifs; notre aptitude à attirer de nouveaux clients et à retenir les clients existants et à accroître notre pénétration globale du marché; notre aptitude à concurrencer d'autres sociétés de communications ou de distribution de contenu ; notre aptitude à garder les contrats qui sont indispensables à nos opérations ; notre aptitude à répondre adéquatement aux avancées technologiques; notre aptitude à développer et maintenir des sauvegardes de nos systèmes critiques ; notre aptitude à poursuivre le développement de réseaux, placer des installations, obtenir et conserver les agréments et accords gouvernementaux requis et financer la construction et le développement dans les temps prévus, à un coût raisonnable et à des conditions satisfaisantes ; notre capacité d'influencer ou de répondre de façon efficace à de nouvelles lois ou réglementations ; notre aptitude à procéder à des investissements créateurs de valeur et notre aptitude à maintenir ou augmenter les distributions aux actionnaires dans le futur. Nous ne sommes aucunement tenus d'actualiser les déclarations prospectives contenues dans ce communiqué aux fins de refléter les résultats réels, les modifications aux postulats ou les changements au niveau des facteurs qui influencent ces déclarations.

**Information financière** – Les états financiers consolidés de Telenet Group Holding de et pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019 ont été établis, sauf indication contraire, conformément aux IFRS-UE et peuvent être consultés sur le site internet de la Société.

**Critères non-GAAP** – 'Adjusted EBITDA', 'Operating Free Cash Flow', 'Adjusted Free Cash Flow' et 'le ratio du levier total net' sont des critères non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine. Pour les définitions et les rapprochements y afférents, nous renvoyons à la partie 'Investor Relations' sur le site internet de Liberty Global plc (<https://www.libertyglobal.com>). Liberty Global plc est l'actionnaire de contrôle de la Société.

**Ce document a été autorisé à la publication le 30 juillet 2020 à 7.00 h, heure de Bruxelles**